

Informations rassemblées

à Lyon

SOMMAIRE

- Petite monographie de
St-Pierre-d'Allevard
- Echos divers :
 - le droit de grève au Portugal
 - le Larzac
 - la justice de classe
 - un vrai président
 - etc...
- Enfance inadaptée (suite)
- La lutte des ouvriers chinois
pendant la révolution culturelle
- Armée
 - information sur les casernes
rassemblement de Canjuers
(13 et 14 juillet)
 - insoumission
 - déposition de Joël Chapelle,
insoumis
- Julio Sanz Oller (suite)
- A propos du journal

n°4

OCTOBRE-NOVEMBRE

3 F

PETITE MONOGRAPHIE DE ST PIERRE D'ALLEVARD

C'est un bled de la moyenne montagne, en Isère; zone rurale en déclin et en industrialisation poussée. St Pierre est en effet situé à 7 km de Goncelin, autre village sis dans la vallée de l'Isère, sur l'espèce de rue usinière en cours d'édification entre Grenoble et Chambéry via, Brignon - Goncelin - Pontcharra et sur laquelle on prévoit quelques 750.000 habitants avant l'an deux mille. Largeur quelques centaines de mètres entre la rivière et le massif de Beldonne; longueur 60 kms environ.

Saint Pierre donc, compte un peu plus de 2600 habitants (2050 en 1968) et plus de 5.000 avec Allevard et d'autres communes limitrophes. Il n'y aurait pas autant de gens et sans doute presque plus depuis longtemps s'il n'y avait ici l'usine UGIMAC (groupe Péchiney, usine Khulman de triste réputation). Ici on fabrique des aimants industriels (ça va des miniatures à des formats moyens): 1.000 personnes presque tous ouvrières et ouvriers à rang d'O.S. Conditions de travail : fantastiquement rudimentaires (on ne compte plus les accidents du travail, maladies professionnelles...) Beaucoup d'émigrés (maghreb, portugal surtout). P.C., P.S., radicaux et P.S.U. relativement bien implantés (par ordre décroissant cité). Les gauchistes sont présents mais apparemment de façon non structurée : on y rencontre des militants pro-chinois, kriviniens et quelques anarchistes (dont des espagnols venus ici après la guerre civile ibérique de 1936--39); enfin quelques réfugiés chiliens ou portugais (avant le putsch gauchiste portugais de 1974). Les deux grosses forces ouvrières sont la C.G.T. et la C.F.D.T., moins bien implantée et pas plus originale qu'ailleurs (je veux dire ni plus ni moins *autogestionnaire* qu'elle ne l'est ailleurs) En mars, avril, mai 74 les 1000 d'UGIMAC se sont tapés 46 jours de grève totale, faisant suite à des grèves perlées constantes. Ils ont *gagné*, c'est à dire que la direction a finalement cédé sur 60 F d'augmentation à chacun, plus quelques pourcentages de rattrapage par-ci par là. A noter pas de salaire inférieur à 1400 F Ainsi un grand nombre de filles (chaîne ou bureaux, femmes de ménage...) qui gagnaient 1150 F au maximum, et souvent bien en-dessous sont passées à 1400 F. Echec par contre sur les conditions de travail.

*

Ce qui a marqué c'est par exemple que le député gaulliste suppléant, venu *apporter son soutien* s'est fait jeté d'un meeting. Par ailleurs tout le village et les environs ont été bien informés et ont pu participer à tous les meetings quand ils l'ont voulu, et ils ont pu y intervenir de même. Ainsi des jeunes gens qui se disaient gauchistes ou bien, l'un des rédacteur de ce texte qui n'est heureusement pas gauchiste mais qui a pu expliquer à l'assemblée dans quelles conditions il travaille actuellement, comment dans une petite entreprise du bâtiment les treize personnes qui la composent, gagnent tous pareil, soit 2000 frs environ, avec rattrapage constant du *coût de la vie*, partage d'un tiers des bénéfices (le reste au fond de réserve ou aux investissements)ect... De même il a signalé que les grévistes ne devaient pas hésiter à faire la manche au près des quelques 20 commerces de St Pierre puisqu'aussi bien ceux-ci n'existent qu'en fonction des 1000 ouvriers d'UGIMAC, ceci tout le monde le savait bien. Comme ces marchands ont pu donner 50 frs en

tout et pour tout (et facturer la charcuterie livrée à une fête-bal des grévistes). St Pierre s'est retrouvé tout à coup scindé en deux classes : marchands et salariés, qui s'observaient sans aménité....

Aussi quand le boulot a repris le premier jour et que des jeunes du Vercors sont venus directement vendre de la viande (entre 6 et 9,50Fr le kg), les ouvriers et d'autres habitants leur ont acheté 700 kgs en disant *revenez* et la réponse fut oui. (voir ci-joint le trac des paysans) . Un des boucher de la région a voulu faire un scandale : ouvriers et paysans lui ont demandé ce qui le gênait dans cette affaire et ils ont ri de ses pauvres réponses. Les plus actifs étudient l'installations d'une coopérative de consommateurs des prolétaires de St Pierre, directement gérée par eux. Beaucoup pensent que ça serait la seule attitude logique face aux marchands de la région, suite à leur attitude durant la grève.

On peut noter aussi qu'il y a eut une manifestation à Grenoble, la direction d'UGIMAC avait appelé la police, mais celle-ci refusa d'intervenir contre les grévistes qui empêchaient la sortie des produits finis réclamés par les clients. Enfin quelques jaunes (maitrise et cadres bien entendu) avaient sorti des aimants pour aider la direction. Désormais ces aimants sont toujours planqués dans les caves de ces pauvres jaunes qui ne savent plus comment les ramener dans l'usine (si quelqu'un a une idée...) Explication : pour rigoler, les ouvriers avaient d'abord laissé sortir ses quelques caisses d'aimants, puis ils avaient tellement surveillé les maisons des cadres où elles se trouvaient que l'un d'eux tamponait d'émotion, tous les arbres du quartier avec sa voiture. Comme ils les surveillent toujours que faire?

Mais ce qu'il y avait certainement de plus intéressant dans cette grève, c'était les propos des gens : *On est bien à se reposer au mois de mai, faut tenir jusqu'au bout...* En fait ils exigeaient des tas de choses, sachant que la direction ne céderait pas comme le paiement total de la grève par exemple. Et beaucoup reconnaissaient que c'était pour prolonger une grève où ils avaient enfin le temps et le goût de baiser, pêcher, faire leur jardin, discuter avec les amis ect.....

Quand à la municipalité (*socialiste*) elle se couvrit de honte en demandant aux grévistes *de cesser cette action ridicule nuisible à la localité...* Beaucoup se sont jurés de ne pas la réélire, bien qu'elle ait ensuite retournée à sa conception et même donné quelques deniers aux grévistes.

*

Pour nous ce que nous avons observé, nous a permis de tirer deux conclusions:

-- Dans un petit pays de montagne à l'image de celui-ci le prolétariat peut facilement se doter de nouvelles structures d'organisation sociale dans tous les domaines, car il y a, absence, en général des grands poids morts constitués que sont en ville une police massive, une bourgeoisie et des spécialistes rigides de la contestation (syndicats, partis gauche, ultra-gauche...)

-- Comme chacun connaît tout le monde ça facilite la communication, en même temps ça la freine, chacun connaissant bien les limites de son voisin (en culot révolutionnaire). A cet aspect s'ajoute le poids des habitudes (*la tradition, ect...*) qui est bien plus importante en zone rurale que dans les grandes villes. Ce qui suit l'illustre bien .

Le Portaz, ce quartier de St Pierre que nous avons construit est composé de 21 pavillons en bois, dotés du confort urbain à la mode (chauffage par convecteurs électrique, moquette, salle de bain ect....). Ces maisons sont à un niveau et selon le vœu de leurs habitants, entourées de potagers, de terrains que s'approprient les enfants, d'un verger collectif, enfin de pelouses collectives où on s'assoit discute ect.... (27 autres pavillons seront habités en juin). Ces 21 maisons sont habitées depuis un an : 50% de français, 50% d'émigrés (nord-africains, pays latins). 40 adultes, 30 enfants (de 0 à 13 ans). Tous les adultes travaillent ou sont retraités, à UGIMAC ou aux forges d'Allevard (sauf trois qui travaillent à l'entreprise qui a construit les maisons et une enseignante). Il y a beaucoup d'échange, on se trimballent en voiture entre voisins, on amène collectivement les gosses à la piscine d'Allevard, on s'offre des poissons, du couscous, des légumes, des plantes, on se prête un tas d'outils (mécaniques, de jardin, ménagers), des bouquins, des disques. On mange ensemble souvent (par petits groupes et des festivités globales sont prévues) On parle *politique et sexualité* et aussi *pollution* et de tous les thèmes à la mode (le Portugal, le Chili, la Chine, les relations judéo-arabes, ect...) Ça c'est ce qui est permis. On peut convoquer ensemble les H.L.M. (propriétaires de ces pavillons), la mairie, le service logement des Forges; ect.....

Reste tout ce qu'on ne peut pas faire. Par exemple collectiviser complètement l'outillage et les potagers ; par exemple faire l'amour avec les voisins et voisines (là c'est sûr que les couteaux et les cartouches voleraient en l'air). On est entre bons voisins en sommes.....

Des habitants de St Pierre d'Allevard.



Un copain tient à signaler à la lecture du texte qui précède : le putsch du Mouvement des Forces Armées et des partisans de Spinola n'a rien de gauchiste. Le Mouvement des forces armées représente les couches progressistes du capital et les partisans de Spinola, une aile plus classique, libérale.

-- Le copain qui a écrit l'article exagère à mon sens, le fait que les gens d'UGIMAC voulaient que la grève continue parce que cela leur donnait du temps. Ce qui caractérise ces luttes, c'est d'une part qu'on trouve du temps, mais aussi qu'il faut bouffer, payer ce qui est dû, qu'il faut gagner, et cette deuxième vue domine surtout après la deuxième semaine de grève. A moins que le mouvement trouve de nouvelles formes d'offensive et de soutien; alors les grévistes ont un moral d'acier et pensent plus au premier aspect, n'ayant plus de soucis sur la victoire et l'avenir de la grève.

* * * * *

Texte du tract distribué par les paysans lors de la vente directe des paysans du vercors aux ouvriers de UGIMAC

Les ouvriers se battent en permanence pour le maintien de leur pouvoir d'achat et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Les petits paysans se battent eux aussi pour la rémunération de leur travail et la sécurité de l'emploi.

Y a-t-il convergence dans ces luttes ?

Notre action d'aujourd'hui n'est ni commerciale ni charitable.

Nous pensons tous que nous sommes des travailleurs exploités mais de façon différente. Vous achetez de la viande chez le boucher de plus en plus cher, à tel point qu'un bon nombre d'entre vous doit s'en passer.

Pour nous paysans cette augmentation à la consommation se traduit par une diminution de 20% du prix de la production.

Voici par exemple, le prix de revient d'un taurillon de 320 Kg de carcasse à 15 mois et vendu 9,50 Frs le Kg soit un prix de 3.040 Frs ,

--Achat d'un taurillon sevré à 100 jours	1 470 f
--13 Qtx de maïs correspondant à la consommation du veau	806 f
--Complément azoté	420 f
--Complément farine et orge	250 f
--Paille	120 f
--amortissement des bâtiments	100 f
--Bovimut. assurance mortalité (sans franchise)	177 f
Ce qui donne un prix de revient de	3 343

Prix sans rémunération pour le travail effectué.

Le prix qui vous est fait aujourd'hui est calculé de façon à ce que notre travail soit payé.

Qui profite de la différence entre le prix à la production et le prix à la consommation ?

Vous avez connu en ce début d'année une diminution du pouvoir d'achat compte tenu de l'augmentation des prix de consommation.

Nous paysans, avons connu des augmentations très importantes de nos charges de production (20 à 60%), sur les engrais, matériel, aliments du bétail.....

Les trusts capitalistes font d'énormes profits sur votre dos comme sur le notre. Exemple : en même temps que l'huile de consommation ménagère doublait, les tourteaux d'arachide (complément d'aliment du bétail) doublaient aussi, au profit du même trust. On pourrait prendre d'autres exemples : pétrole, gaz oil.....

OUVRIERS, PAYSANS, MEME PATRON, MEME COMBAT.

Paysans travailleurs CDJA.

ECHOS DIVERS

CELA S'EST PASSE AUX PORTES D'ENTREE DE LA FETE DE LUTTE OUVRIERE A OULLINS: SAMEDI 21 SEPTEMBRE, LE SOIR.

Une bande de copains de Véniessieux (l'un d'entre nous connaissant bien L.O. et certains des gars qui assuraient le service d'ordre). Voilà à peu près ce qui a été dit, souvent avec violence des deux côtés :

Nous -- C'est combien l'entrée ?
Eux -- 12 frs pour les deux jours.
-- Et si on ne revient pas demain ?
-- C'est 12 frs quand même.
-- C'est un peu cher pour une fête populaire !
-- On a dû louer 2500 frs le terrain. D'autre part le P.C.F. qui a fait une fête ici il y a quelques jours, n'a pas voulu nous laisser la ligne électrique. Il a fallu en installer une autre.... Et puis les artistes ça se paie.

Nous avons essayé de leur expliquer que nous comprenions qu'ils avaient besoin de fric, mais ce qui gênait, c'est que d'une part, ils prétendent faire une fête populaire, et que d'autre part, ils exigent un droit d'entrée.

C'était perpétuer les rapports marchands. ON paie pour acheter le droit de se rassembler. Alors qu'on pourrait se rassembler (entrée gratuite par exemple) et ensuite poser à tous les participants les problèmes de fric (souscription libre à l'intérieur par exemple).

Cet argument nous l'avons exprimé plusieurs fois, nous heurtant toujours avec les 2500 frs du terrain. Le ton alors a monté.

-- Ca serait peut-être une façon de contribuer à ce que les mentalités changent.

-- Vous mettez la charrue avant les bœufs. Il faut faire la révolution, les mentalités changeront après.

-- C'est quoi pour vous faire la révolution ?

-- C'est que les ouvriers prennent le fusil....

Et des arguments du genre :

-- Si l'entrée était gratuite vous diriez qu'on est payé par les patrons.

Ou encore :

-- Si l'entrée était gratuite, l'ouvrier qui «crève de faim» ne donnerait rien en sortant et dans le fond il n'aurait pas tort.

Là-dessus un grand «chef» arrive, s'adresse à l'un de ses hommes :.....

L'un d'entre nous : **--Qu'est ce qui t'a dit ton chef ?**

L'autre : *Rien*

-- Menteur, j'ai tout vu.

-- Il m'a dit de laisser tomber.

-- T'as besoin d'un chef pour savoir si tu dois discuter ou pas.

Le gros chef s'impatiente (ton violent de part et d'autre) :
-- On n'en a rien à foutre des gars comme vous. Si ça ne vous plait pas, foutez le camp.

Un copain :

-- J'ai payé moi.

-- Prouve le tout de suite que tu peux payer....

-- Très bien on s'en va. Vous êtes les plus forts.....

A l'un des membres du service d'ordre :

-- Tu as besoin d'un brassard pour exister ?

L'autre : *-- Tu as besoin de tes cheveux longs ?*

Rien d'autre n'a été possible ce soir là entre eux et nous, qu'un affrontement spectaculaire : nous sommes restés absents les uns des autres.

Sans doute que la situation en elle-même était inhumaine.

Un guichet, des vendeurs de billets, des gardes vigilants. Tout l'attirail habituel des rapports marchands.

Il ne pouvait rien en sortir.

Toute différente à été la situation vécue à l'intérieur de la fête, le lendemain par l'un d'entre nous :



Le lendemain dimanche, à la fête, un ancien militant retrouve les copains de L.O. du même patelin :

Lui : 12 F, c'est un peu cher pour les personnes venant à la fête que pour la journée !

Les copains -- *Faire payer 6 frs pour chaque jour aurait peut-être mieux valu. Remarque par contre les consommations (bouffe, boissons) ne sont pas chères du tout.*

Ce qui était vachement vrai.

On discute de Titan-Coder, (notre ancienne boîte) avec deux d'entre eux. Ils occupent la boîte, nous parlons des problèmes : fric, attitude sectaire et positions nationalistes de la C.G.T., ect....

Nous buvons un coup et personne ne prête attention à l'allocation de Arlette Laguiller, on continue de discuter. Durant le passage sur scène de Leforestier :

Les copains :

-- A Villefranche, nous sommes en désaccord avec L.O., par rapport à la contraception et l'avortement.

Ils m'expliquent alors que pour eux L.O. est une organisation offrant des moyens pratiques et théoriques sans plus, ils peuvent être en désaccord. Par la suite nous nous reprochons mutuellement d'avoir dans nos discussions à l'usine d'avoir mis en avant nos schémas idéologiques (Cronstadt ya ya ya ya) sans nous en référer à notre pratique et notre vie quotidienne.

Sur la fin de la fête, un copain de L.O.

-- Tu as des problèmes de fric en ce moment ?

En étant insoumis, j peux difficilement bosser.

-- Oui par période selon ma situation.

Ils me refilent chacun 1000 balles en me faisant comprendre qu'il s'agit d'un faible soutien mais d'un soutien politique malgré tout. Nous nous quittons contents d'être resté ensemble durant la fête, quand la nuit commence à tomber.

Que reste-t-il de tout cela ?

J'ai bossé et lutté dans la même boîte et dans les mêmes conditions avec ces mecs, nous nous sommes trouvés des affinités. Aujourd'hui, en nous retrouvant, nous pouvons avoir les mêmes rapports que par le passé en surmontant le fossé des idéologies.

LA JUSTICE DE CLASSES

Histoires vraies

P. était préposé des P.T.T. dans une petite ville d'un département perdu : ça avait déjà un peu étonné tout le monde qu'il ait pu passer les concours, car il appartenait à ces vingt ou trente familles dont tout le monde dit qu'il ne peut rien sortir de bon. Elles sont tout au plus bonnes à fournir, depuis trois générations et plus, les ouvriers les plus mal payés des entreprises locales.

Lorsqu'il est devenu le représentant du quotidien régional, l'étonnement a redoublé et la ville tout entière s'est mise à suivre attentivement une vie qui ne respectait pas les hiérarchies établies. Entre temps P. s'était marié avec une fille de son milieu. Il y eut un bébé et la nouvelle famille essayait de se faire sa place dans la communauté de la petite ville.

L'attention vigilante des gardiens de l'ordre social ne se relâcha pas pour autant, au contraire. Toute la bourgeoisie locale : commerçants, petits et gros patrons, attendaient patiemment que, leurs regards aidant, l'ordre des choses sanctionne ce crime de l'ascension sociale, ce qui ne manqua pas d'arriver.

P. avait réussi le concours des P.T.T. mais on ne lui avait pas appris à gérer le budget même modeste, d'une petite agence de journal. Un jour il reçut une note sèche du quotidien lui demandant de payer dans les deux jours une somme qu'il devait. Affolé P. fit le tour des débiteurs du journal, mais sans pouvoir, par fierté, révéler l'urgence de leur règlements.

Deux jours après, il n'avait toujours pas la somme nécessaire. Il aurait dû en parler à sa femme, à sa famille, aux autres familles ouvrières amies ; il ne pouvait pas. Il avait tiré trop de fierté de sa voiture neuve, de ses costumes à la mode, de sa réussite, pour demander aide et conseil à qui que ce soit. Il était désespérément seul. Aussi il envoya un chèque sans provision.

L'histoire aurait pu s'arrêter là. Dans une grande ville, elle se serait arrêtée là, une simple affaire de chèque sans provision. Mais à X... où l'histoire s'est passée, ce n'était pas une simple affaire de chèque sans provision, c'était l'histoire d'un échec social cuisant, le déshonneur irrémédiable pour un individu, une histoire qu'on se raconterait longtemps encore, qui s'ajouterait à toutes les autres histoires d'alcoolisme, de viols, à ce commerce d'épicerie que tel autre ouvrier avait aussi essayé de monter sans y parvenir.....

P. ne le supporte pas. Il rentre chez lui et en pleine nuit pendant que sa femme dort, il ouvre le gaz. Sa femme se réveille et sentant le gaz veut se lever, il l'étrangle. La bouteille de gaz ne suffit pas à tuer P. et le bébé qui dort dans le berceau; se réveillant 20 heures après, P. monte alors dans sa voiture, sa belle voiture de journaliste, et fonçant dans la nuit, il va se jeter contre un arbre. Lorsqu'on le retrouve il est très grièvement blessé, mais vivant. Il s'en sort finalement complètement estropié.

Aussitôt les familles ouvrières de la ville, habituées à bien d'autres malheurs, font bloc face aux soupçons hypocrites de la bourgeoisie enfin satisfaite : *On l'avait bien dit....* ; Elles refusent de renier celui qui avait voulu les quitter. A l'enterrement de la jeune femme, elles sont toutes là, les parents, les frères, les sœurs de P., à côté des parents et des frères et sœurs de la morte. Un an plus tard P est jugé, on le condamne à 15 ans de prison.

★ ★

A Paris, à la même époque, les journaux ont parlé dans les faits divers d'un drame étrange qui a secoué une grande famille du tout Paris. X..., violoncelliste connu, a, *sur un coup de folie*, assassiné à coups de couteau, sa femme qu'il avait épousé un mois auparavant. X... a été relâché six mois plus tard, il a repris sa vie antérieure comme si de rien n'était, après un non lieu du juge d'instruction.

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

DU COTÉ DES RÉFORMÉS

Le 10 septembre 74

Cher Monsieur,

La présente lettre a pour sujet votre ami X... Malheureusement, au bout de trois semaines d'hôpital assez insupportables, il a dû être dans l'obligation de retourner à sa caserne. Cette ordure de médecin, docteur, psychiatre, colon de mes deux, n'a pas voulu réformer X..... Je ne sais ce qu'il adviendra. Je sais seulement que lorsqu'il partit, son désarroi et sa tristesse étaient profonds et sinistres. Ces mots, comme vous pouvez le constater ne sont pas de bonnes augures. Il m'a seulement demandé, X, de vous informer de son sort tout à fait injuste. Pour ma part, réformé, je sais à peu près ce qu'il éprouve à l'heure actuelle: Nous pouvons malheureusement que nous lamenter bêtement. Aussi il vous demande de ne pas le contacter, car semble-t-il, malgré tout, il a quelque chance de revenir dans cet enfer que l'on nomme hôpital. S'il revient à cette porte de secours, je pense que son cas sera assez grave aux yeux de l'ordure et que sa réforme ne tardera pas alors. Aussi souhaitons qu'il en soit ainsi. Voila, je ne fais que transmettre son immense solitude et tristesse et aussi sa volonté d'en sortir. Je ne peux vous en dire plus.

Je serais heureux si X... est réformé, de le savoir. J'ai passé seulement quelques jours en sa compagnie chaleureuse, et j'ai apprécié sa grande gentillesse. Il faut attendre maintenant, qu'un imbécile tyran veuille bien décider de la sortie de X....

Je vous remercie.

P.S. X, est sorti de l'hôpital vers le 30 août, logiquement il devrait y revenir dans les quinze jours qui suivent cette date. Pour que son cas soit de nouveau examiné cela nous amène vers le 20 -- 25 septembre pour la décision de sa réforme. Cela en toute incertitude, car la logique n'est pas la méthode de pensée de ce colonel.

AVIS A TOUS LES JOURNAUX ET AUX CONS QUI LES LISENT

Les connaissez-vous ces journaux qui poussent en gros tas de merde au royaume de la *cul-ture*, de l'hypocrisie et de la connerie?

Ils tirent à des centaines de milliers d'exemplaire, et s'en félicitent ; c'est que ça rapporte ! Qu'il s'agisse du Parisien Libéré, de l'Aurore ou du Figaro, tous gémissent à qui mieux mieux sur les catastrophes, les épidémies l'arrestation des proxénètes, des flics cambrioleurs ou d'autres gens tout aussi respectables et respectés. Ils jouissent autant des vols que des viols, des meurtres que des escroqueries. ou bien des joies et des peines d'une quelconque Sheila ou d'un pitoyable minet se prenant pour un artiste. Tout cela fera éclater la joie sadique de leurs minables lecteurs. Qui se ressemble s'assemble.

Un Tupolev qui se casse la gueule, des jeunes gens grillés à St Laurent du Pont, l'assassinat de la petite Brigitte de Bruay en Artois.... Quel délice! Seule question importante, pour eux c'est : *Combien y eut-il de morts? Vingt cinq seulement, c'était pas la peine de se déplacer !....*

Chaque catastrophe est assaisonnée à la sauce maison, la gauche crie au changement ou proclame que si elle était au pouvoir, rien ne serait arrivé, mais c'est bien triste, la mort ne reconnaît pas les siens!

Paris-Match verse dans le fait-divers sanglant et multiplie son tirage. Minute n'a pas peur de se torcher le cul avec de la merde.

La liberté de la presse, c'est bien, je suis pour, mais les torchons sales, moi je les jette à la poubelle:

En bref ce que je voudrais dire et crier, et gueuler pour que tout le monde l'entende, je voudrais que la paix triomphe des guerres.

Je voudrais un mouchoir pour pouvoir au moins pleurer sur cette société.

Je voudrais chanter sur des nouvelles d'Espagne ou de Grèce.

Je voudrais vivre le bonheur qui rend heureux

Je voudrais écrire le dictionnaire avec des mots fraternels.

Je voudrais sentir la terre respirer sous le goudron.

Je voudrais vivre l'état de bonheur permanent sans qu'il soit voté jamais dans aucun parlement.

Je voudrais respirer sans Giscard ou Mitterand.

Je voudrais que tous les hommes apprennent l'*esperanto*.

Je voudrais qu'il n'y ait plus de frontières, et puis qu'on supprime le mot POUVOIR.

Tant qu'un homme contraindra le reste de l'humanité à fermer sa gueule ; Tant qu'une majorité gagnera aux élections et que la minorité sera réduite au silence, je continuerais d'envelopper mon poisson dans le *Progrès* et on continuera à se torcher le cul avec la mort des pauvres gens pleurés par le Parisien.

Alors les cœurs purs se diront encore dans dix mille ans : *On est damné.* Il a fallu dix mille ans pour abattre la monarchie, il faudra dix mille ans pour faire crever les républiques.

Il faudra dix mille ans pour ne plus être gouverné.

Il faudra dix mille ans pour qu'enfin arrive : *Liberté - Egalité - Fraternité.*

Longue vie donc à toute la presse aux ordres !

Et quand on en aura ras-le-bol, on vous dira :

ET BASTA !

6

SUR LE FRONT DE L'EMPLOI

Il y a une catégorie de salariés dont on parle peu, mais qui pourtant ne dispose pas des droits élémentaires qu'on les autres salariés. Il s'agit des députés suppléants. Ces personnages qui font la loi au palais Bourbon, qui gagnent plus de Huit Mille francs par mois et disposent de très nombreux avantages en nature, n'ont ni convention collective, ni droit à la retraite. Aussi lorsque les ministres qu'ils suppléent au parlement veulent reprendre leur place, ces travailleurs *comme les autres* se retrouvent à la rue sans aucune indemnité de licenciement. Pourtant comme le dit l'un d'entre eux, Bias - député U.D.R. de la Côte d'Or : *les députés suppléants n'ont pas démerité. Ils ont en général bien rempli leur mission et je dois dire qu'ils étaient souvent nombreux aux séances de nuit où l'assistance était plutôt claismée.* Pauvres députés ! Si on ne savait pas le genre de métier qu'ils pratiquent, le fric que ça leur rapporte et la situation sociale qu'ils continuent d'occuper parallèlement à leur fonction politique on en pleurerait presque. Enfin, pour ceux qui seraient malgré tout émus et qui voudraient, comme nous y invite monsieur Poujade, les défendre, en particulier sur le plan matériel, ils peuvent toujours envoyer leur don au palais Bourbon sous forme de pot de vin en mentionnant : pour les députés suppléants licenciés à l'exception bien sûr du suppléant de Charbonnel à Brive, Charles Ceyrac. On suppose que son frère aîné Ceyrac, président du C.N.P.F. doit pouvoir lui trouver une petite place dans les bureaux du patronat français.

du côté des patrons

LE PROGRES 8 JUIN

« Le cercle des jeunes dirigeants d'entreprise avait invité, jeudi au motel de Chasse sur Rhône, M. Jose Bidegain pour animer un dîner débat.... Actuellement délégué général d'*entreprise et progrès*, membre du comité exécutif du C.N.P.F., secrétaire général du syndicat de la chaussure, M. Bidegain assura, de 1961 à 1964 la présidence du centre national des jeunes dirigeants d'entreprises.Avant que ne débute le débat qui devait être fourni M. Bidegain fit un exposé très clair et très charpenté sur le thème choisi tout à fait d'actualité : *Au lendemain d'élections présidentielles qui connurent un pourcentage record de participation, et qu'alors qu'un président avait été élu avec seulement 300.000 voix d'avance, tout le monde s'est retrouvé au travail. Ce phénomène prouve que la démocratie progresse en France plus que dans tous les autres pays et nous pouvons en être fiers....* »

Que les patrons se réjouissent qu'au lendemain d'élections les ouvriers n'aient pas déclenché la grève générale, en dit long sur leur assurance face à la situation actuelle. Si les ouvriers savaient mieux combien les patrons ont peur d'eux, ils en profiteraient davantage, et au lieu d'aller voter tous les sept ans, ils se dépêcheraient d'utiliser ces armes qui font si peur aux patrons et qui ont fait leur preuve il n'y a pas si longtemps.

le C.I.D. U.N.A.T.I. du coté du manche de PIOCHE

* * * * *

Courtisé par la gauche et la droite, le petit commerce a eu ce qu'il voulait : la protection de l'Etat et la garantie qu'il pourra continuer, de survivre pour les plus petits, de faire fructifier ses affaires pour les plus gros. Tout ça grace à la loi du sinistre Royer, votée par gauche et droite réunies. Depuis le C.I.D.U.N.A.T.I est devenu un fervent défenseur du régime et de l'état. C'est ce qu'il a montré, Nicoud en tête, à Rochefort au cours du procès d'un centre Leclerc et des incidents qui l'ont accompagné. Vers 21 heures le 22 août, Nicoud est arrivé à Rochefort accompagné de

ses gros bras appuyé sur un manche de pioche, ses premiers mots ont été : *Je prends en main le service d'ordre et la sécurité de cette ville*, moyennant quoi il s'est retrouvé à l'hôpital avec cinq dents cassées. Leclerc aussi a ses gros bras, c'est lui qui a déclaré : *Giscard d'Estaing était pourtant de mes amis, mais il m'a trahi, et il vient de monter sur la première marche de l'échafaud de Louis XVI.*

Le commerce ne manque pas de chefs à poigne. Tant qu'ils se battent entre eux, ça va.

LE DROIT DE GRÈVE AU PORTUGAL

Par un décret de l'Etat Portugais du 27 août les ouvriers portugais sont autorisés à faire grève.

MAIS :

- La grève ne peut être déclanchée que 37 jours après le début du conflit du travail, soit 30 jours de négociation avec les patrons et 7 jours de préavis en cas d'échec de ces négociation afin d'éviter qu'une interruption n'endommage les équipements ou les produits et ne fasse ainsi tort au patron.
- Toute grève qui remettrait en cause les contrats collectifs de travail en vigueur est interdite.
- Toute grève de solidarité avec une autre profession est interdite.
- Toute grève qui obéirait à des raisons politique ou religieuse est interdite
- Toute occupation des locaux est interdite.

Quelques heures après la publication du décret-loi, le gouvernement a décidé de réquisitionner les mécaniciens en grève de la compagnie aérienne portugaise TAP, et de la placer sous contrôle militaire.

LARZAC 74

Si vous m'aviez sous la main, vous me butteriez.....

Mes impressions de vacances ???

Au Larzac 74, j'ai rencontré tous les courants, des plus réformistes aux groupes bourgeois.

Tout d'abord, dans la terre libre du Larzac, il y avait trois campings réservés, ah oui, lesquels?

Le camp militaire proprement dit, le camp du parti Communiste Révolutionnaire et le campement des non-violents de X?? . Quels motifs les ont poussé à agir ainsi? ?

Je n'ose croire que pour ces trois groupes ce sont les mêmes motifs qui les ont poussés et pourtant le résultat est le même...

Miterrand qui est-ce ?

Lutte contre l'armée ? Non, en fait les révolutionnaires n'ont fait que démontrer que l'armée qui existe en ce moment n'est pas belle et pas gentille, parce qu'elle ne s'appelle pas démocratique, que les soldats n'ont pas de cheveux longs et blonds, et n'ont pas de yeux bleus.

Elle n'est pas assez confortable pour y rester 12 mois; alors on veut supprimer les brimades, être payé au SMIC (c'est vrai que le prix d'une vie humaine a augmenté, donc pour tuer il faut être mieux payé), plus de perm. pour pouvoir baiser plus souvent, et ça marcherait bien la drague avec un uniforme démocratique comportant une poche pour les chewing-gum ; lieu d'incorporation pas trop loin de chez sa maman pour qu'elle puisse nous faire des petits plats : voici l'antimilitarisme 74, voici les révolutionnaires 74.

Nos princes qui nous gouvernent sont contents, de toute façon ils nous baiseront. Deux solutions : la 1ère : ils accordent l'appel des 2500, et alors la bombe est désamorcée, on ira faire son service, parce que tout compte fait, ça ressemble au Club Méditerranée. Deuxième solution : ça coûte trop cher, et on fait une armée de métier, ouf, on aura plus à faire son service militaire, dis, on s'est bien démerdé.

Bon assez déconné, j'ai sans doute été trop partial, contactez-moi, on ira boire un verre ensemble, je paierai et tu me donneras la solution, qui, une fois notre verre fini, changera la face du monde, c'est sûr.

Larzac - Espoir, oui, peut-être l'année prochaine.

Signé : un con de plus qui raconte A bas toutes les armées.

LARZAC 74 (bis)

Rassemblement antimilitariste ? Fête folklorique ? Festival pop ? 100 000 personnes, allant du P.S. aux hippies, en passant par les militants gauchistes ou autonomistes de tout poil. A noter l'absence du P.C.-C.G.T.. Les tentes sont plantées à quelques six kilomètres du camp militaire, et n'eût été l'hélicoptère qui nous survolait, on aurait facilement pu se croire à une quelconque partie de campagne. Politisée tout de même par les stands de diverses organisations et les débats : paysans-ouvriers, prison-justice. O.R.T.F., armée (quand même), immigrés. Débats éternels et remâchés entre *violents* et non-violents, anars et partisans d'une armée populaire...

Deux incidents à noter : un stand libertaire occitan vidé par des gens se réclamant du S.O.C. (?), et Mitterrand expulsé. Ce dernier incident provoque de nombreuses discussions. Le *Nouvel Obs.* se joint à la C.F.D.T. et au P.S., etc..., pour traiter les videurs d'irresponsables fascistes, etc. La gauche est trop heureuse d'avoir l'occasion d'affirmer son sérieux et de condamner tous ceux qui la débordent largement. Fallait-il molester Mitterrand ? Non, si l'on considère malgré tout, malgré l'Algérie, malgré son service d'ordre, malgré sa campagne présidentielle bourgeoise... qu'il est l'Homme de la gauche, ou un homme de gauche. Pourtant sa présence au Larzac peut sembler pour le moins suspecte : pourquoi subitement cet été, le désir de prendre la parole au Larzac, alors que tout le temps de sa campagne électorale, il n'y avait fait aucune allusion ? Pour tenter de récupérer quelques voix à l'extrême gauche ? Pour se faire plébisciter ? Un paysan de Millau affirme plus simplement que le Larzac n'est pas une tribune pour les professionnels de la politique, mais un rassemblement de gens simples, d'origine sociale et politique diverses, et qui n'ont pas besoin de vedettes pour parler à leur place.

A part cet incident, rien à signaler: L'armée n'a guère de soucis à se faire. 100 000 personnes pendant quatre jours, parce qu'il y a du soleil et de la musique... Combien à un meeting, une manif, pour la même lutte ? Combien convaincus de la nécessité du combat ? et quel combat l'antimilitarisme ? Après avoir vu le camp des marxistes-léninistes, nous pouvons en douter : tentes et voitures alignées, drapeau au centre, musique du lever au coucher, service d'ordre, sentinelles autour de leur camp ; ceci n'est qu'un aspect extérieur, mais combien symbolique... armée populaire...

Les organisateurs sont satisfaits : 100 000 personnes, c'est une certaine victoire, c'est vrai. Mais une partie importante semblait être venue là en touristes, par amour de la foule, clientèle habituelle des festivals.

Révolutionnaires ? Peut-être... A noter cependant que les radios parlent de fête de la moisson, passant sous silence le but même du rassemblement. Ce qui tend à prouver que les voix de 100 000 personnes ne por-

tent pas suffisamment pour atteindre les antennes. 200 ou 300 000 y seraient-elles parvenu ? Trois ou quatre jours de vacances, cela semble peu probable.

* * * * *

LES PAYSANS DU VERCORS commencent à dénombrer leurs ennemis, dont les Chambres de Commerce

La lecture du dernier numéro de vent d'ouest montre qu'un courant contestataire se développe dans les Alpes, en milieu paysans. Déjà les précédents de Tignes (il y a quinze ans) de Cervières (l'année dernière), avaient fait apparaître que ces ruraux ne se laisseraient pas facilement vider de leurs champs par les promoteurs et l'Etat.

J'ai participé récemment à une réunion de paysans (et autres habitants) dans le Vercors; dans ce triangle nord du Trieves, exactement. On était là quelques dizaines dont 10 à 20 agriculteurs, des écoliers, des jeunes travaillant dans le ski ou comme guides ect....

La question posée était : où va le Vercors ? Que vont devenir les paysans ? Que font les pouvoirs publics ? D'abord tout le monde a dénoncé l'Etat qui aide les promoteurs à spolier les habitants des campagnes (comme chasser les prolétaires des centres villes vers les périphéries bétonneuses...) Puis les paysans et d'autres travailleurs ruraux se sont heurtés aux représentants des chambres de commerce qui prétendaient agir pour les ruraux. Ces gens en effet entendaient nous apprendre comment nous devons affronter les problèmes, par exemple en développant à la campagne le commerce et l'industrie. Tout le monde (sauf eux) a applaudi quand il leur a été répondu que :

1) C'était aux habitants des villages à définir eux mêmes comment et avec qui ils voulaient cohabiter et comment et avec qui ils entendaient régler tous leurs nombreux problèmes.

2) Il n'est pas question de voir comme un tout idéal l'ensemble des habitants ruraux : gros et petits propriétaires ont peu de chose en commun par exemple : Les ouvriers qui résident à la campagne n'ont pas forcément tous leurs problèmes identiques à ceux des cultivateurs.

3) Enfin on voit mal où sont les intérêts identiques des agriculteurs et des commerçants quand on sait que les premiers ne veulent pas voir les villages grandir démesurément alors que les seconds y œuvrent activement (désir d'extension de leur clientèle).

Nous (deux amis et moi même, amenés là par un autre ami paysan celui-ci) nous étions très à l'aise et n'avons rencontré que sympathie quand nous avons informé à quel titre nous étions venu à cette réunion; nous nous sentons concernés directement par les problèmes que connaissent les couches populaires de cette région puisque nous devons bientôt nous installer dans une commune voisine, au nombre de 20 (12 adultes et 8 enfants) avec l'accord complet de ces villageois.

ENFANCE INADAPTEE (suite)

C'est un foyer de cinquante *jeunes filles handicapées mentales*, âgées de 18 à 50 ans, encadrées par deux équipes tournantes de quatre monitrices (quelquefois cinq dont un moniteur) dans la maison. Un seul homme à bord : le patriarce qui règne en maître absolu sur toute la gent féminine. Le symbole du mâle pour toutes.

Foyer d'hébergement à vie dont la création en France remonte à septembre 1971, cet établissement fait suite aux maisons d'enfants ou instituts religieux qui gardaient les individus de 6 à 18 ans. A 18 ans l'hôpital psychiatrique si les gens n'avaient pas de famille ou quelqu'un d'autre pour les prendre en charge.

Les pensionnaires sont triées sur un volet vaste : des cas sociaux aux cas d'arriération (mongolisme) aux maladies mentales.... Des filles de 22 ans qu'on pourrait croiser dans la rue pour certaines côtoient des femmes de 35 - 36 ans complètement enfermées dans leur monde de fantasmes.

Ainsi une jeune fille de 22 ans, abandonnée et trébuchée de nourrice en nourrice, délaissée dans le fond de la classe, parce qu'elle n'apprenait pas vite par l'institutrice surchargée d'élèves et qu'on l'a mise dans un institut religieux (à neuf ans) d'enfants débiles, dits arriérés (mongoliens-psychotiques).

A 22 ans, elle apprend à lire, à compter. Elle n'a plus besoin du tout de médicaments pour *la rendre calme*. Une autre femme de 35 ans, qui, à l'âge de 18 ans a perdu son enfant illégitime : régression immédiate, internement à l'hôpital, abandonnée par sa famille ; après seize ans, elle rentre au foyer, elle mange ses selles au début, à présent, elle se perd toujours dans des discours hallucinatoires sur son passé.

Quelques maladies : méningite pendant l'enfance, quelques mongoliennes, des accidents à l'accouchement, quelques malades mentales que l'on voulait mettre en cellule à vie à 19 ans et qui est fort capable, malgré quelques excès de vivre en milieu ouvert. Seulement il y a un tel mélange, il faudrait un centre pour les cas différents, pour les âges différents, des petits centres, pas ces pensions de 50 où tous les jours un bagarre éclate dans un réfectoire incroyablement bruyant.

A la tête de tout cela, une association de parents d'enfants inadaptés, des parents pour la plupart libéraux quand il s'agit des enfants des autres, pour les leurs, ils arrêtent toute initiative personnelle par peur de la suite, de l'autonomie et des revendications du pauvre enfant chéri qui les remettrait beaucoup trop en cause dans l'usage qu'il veut faire de sa liberté sexuellement ou autre.

A l'intérieur du foyer, certaines se masturbent, d'autres se choisissent une partenaire qui se laissera faire. Une autre marche à quatre pattes par terre en se frottant contre les jambes des monitrices, une autre s'invente des amants et pique une crise d'épilepsie à la moindre apparition d'un mâle dans le coin où elle est.

A tout cela, des discussions où chacun se perd dans de vastes problèmes de conscience : liberté de l'être humain ect.... et pendant ce temps les problèmes se font de plus en plus importants. Et ce n'est qu'un début, elles entrent de plus en plus dans la vie courante, elles croisent de plus en plus de monde à l'extérieur, on leur laisse voir toutes

les possibilités, n'importe quel type, il suffit qu'il se montre doux, peut les embarquer où il veut... pour la plupart. Quelques risques sont pris en dépit souvent des parents (elles sont mineures à vie puisqu'incapables...) du directeur quelque fois (il a peur de perdre sa place, toutes les associations qui s'occupent des filles peuvent aussi lui tomber dessus à n'importe quel incident).

Elles sortent mêmes seules, la plupart du temps par trois ou accompagnées. La contraception est utilisée pour celles qui sortent vraiment avec un type, mais la pillule ça ne résout rien pour l'avenir. La plupart ont dans la tête l'image de la famille comme bonheur inhérent à la vie... alors.

C'est aussi un foyer pour personnes *autonomes*, c'est à dire qui se débrouillent. Donc elles travaillent. Pas n'importe où, dans des ateliers protégés où elles sont emmenées dans un car qui les prend au foyer. Le circuit est restreint ateliers mixtes pour handicapés -- foyer pour handicapés. Elles n'en sortent pas.

Bref des usines fournissent le travail aux ateliers, clefs -- Norev -- les appareils électriques (tubes de télévision). Elles sont rénumérées au nombre de pièces qu'elles ont faites, ce qui permet aux ateliers de ne pas faire faillite entre la sécurité sociale et les payes à verser.

Les plus handicapées, les moins aptes à travailler touchent donc dix francs par mois pour huit heures effectives de travail par jour. On leur retire l'allocation vieillesse (pour ce qu'on leur rend !) et la cotisation de sécurité sociale. Celles qui touchent le plus ont trois cent francs par mois.

Il y a même une école qui les forme au travail, après on ne les lâche plus. On garde bien les bons rendements. Certaines en ont assez, ne veulent plus travailler, mais où iraient-elles ? Travailler. D'autres se cachent dans les W.C au moment où le car passe. Avec 10Frs par mois, de quoi se payer quatre sandwiches.

Bref, tout ça tient avec la charité publique, les opérations brioche, les subventions de la D.A.S. (département d'aide sociale). la préfecture par exemple : un million l'année

dernière : alors on reçoit la préfète, on lui offre une gerbe de 16 mille francs anciens, plus quelques bouteilles, et lorsque une débile lui offre la gerbe, c'est une débile *présentable* (terme du président de l'association), qui ne lui donne pas de boutons, une correcte, qui ne bave pas sur la galette. On a sa fierté.

A part tout cela, certains, dans le milieu éducateur, pensent faire une bonne œuvre. Alors, pourquoi les détromper ?

*

Suite à l'article paru dans le précédent numéro nous avons reçu la lettre qui suit :

J'ai suffisamment d'humour pour avoir apprécié à sa juste mesure l'article illustré sur l'Enfance Inadaptée, paru dans le numéro 3 d'Informations, mais je ne peux m'empêcher de faire quelques remarques que vous voudrez bien avoir l'honnêteté de publier dans votre prochain numéro. Les auteurs de l'article n'ayant pas eu le courage, ou l'idée de le signer, j'en suis réduit à faire des suppositions et j'imagine que les trois types en question n'ont qu'une connaissance restreinte du dit centre dans la mesure ou l'un y travaillait à mi-temps depuis septembre 73 et les deux autres y auraient passé un trimestre.

Regretter qu'après six ans d'efforts, on n'en soit pas plus loin, les auteurs ne sont certes pas les seuls, mais peut-être sont-ils les seuls à ne pas se rendre compte du chemin parcouru depuis six ans ? Critiquer une institution quelconque le soit me paraît une nécessité qui pourtant ne devrait pas en faire oublier une autre plus importante encore : adopter une attitude qui permette le changement. Or je n'ai pas l'impression que la pratique quotidienne des trois auteurs supposés ait changé grand chose à la vie de l'établissement.

Il est vrai que ce n'est pas en trois mois qu'on change le monde, surtout si, refusant tout dialogue avec les gens qui font le même travail on boycotte les réunions.

Bref, j'espère que ces trois collègues travaillent toujours dans l'Enfance Inadaptée, ils sauront trouver un moyen plus adapté pour que surgisse le désir réel de l'handicapé Amicalement.

Le responsable (psychologue) un tout petit peu licencié.

- L'auteur de la lettre se trompe lorsqu'il croit connaître les auteurs de l'article.
- Si celui-ci n'est pas signé, c'est comme tous les autres articles du journal, et parce que des salariés subalternes sont obligés de prendre un minimum de précautions pour ne pas perdre leur gagne-pain.
- Un responsable d'institution a toujours besoin de dialogue et de techniques raffinées de communication sociale pour assurer le contrôle de ses subordonnés.

- Contrairement à ce qu'il feint de croire (ou peut-être le croit-il vraiment) le dialogue et la critique constructive dans une société de classes, hiérarchique et autoritaire, n'ont jamais eu pour fonction de promouvoir le changement, mais au contraire d'assurer durablement la reproduction de l'ordre existant.



C'EST DUR D'ETRE FLIC EN AOUT

La police continue à s'agiter pour la défense des bons citoyens (c'est à dire ici des banques espagnoles) contre l'Anarchie grandissante. En Espagne, 26 arrestations dont huit maintenues, avec passage à tabac soigné. En Angleterre, une demi-douzaine de descentes de police (flics anglais et français ensemble) à Londres et à Brighton (la reine a pu fournir un alibi, rassurez-vous). En France

pas mal de perquisitions à Paris et dans le midi chez les camarades espagnols. Résultats de ces brillantes manœuvres d'août ? Sauf en Espagne, rien : c'est vrai

qu'en France et en Angleterre, les flics sont encore obligés de fournir un semblant de preuve devant les tribunaux ; ce serait pourtant si simple d'envoyer en tôle, à chaque fois une cinquantaine de suspects possibles. Dommage.....

Nous autres, retenons simplement la collaboration non-dissimulée (on pourrait presque dire officielle) des flics espagnols, français et anglais. Allons l'Europe se fait. Mais rassurons-nous aussi : même en se mettant ensemble tous, ces braves gens ne sont pas devenus plus malins ; la rafle, c'est tout ce qu'ils savent faire. Comme au bon vieux temps de Vel d'Hiv.

AFFAIRE SUAREZ

9 personnes sont actuellement emprisonnées sous divers chefs d'inculpation liés à l'affaire Suarez : les hommes à Fresne et à la Santé, les Femmes à Fleury-Mérogis. Après la publicité initiale donnée à l'enlèvement et aux arrestations, le silence s'est fait dans la presse sur le développement de cette affaire. En fait ce silence semble rejoindre l'embarras de la police qui, un mois après les arrestations, n'a toujours versé au dossier de l'instruction aucune preuve matérielle de la culpabilité des onze dans l'enlèvement de Suarez.

Une fois de plus le pouvoir semble avoir été avant tout soucieux de trouver des coupables à jeter en pâture à une opinion publique soigneusement mise en condition. Ces coupables une fois trouvés - c'est facile, on suit pendant quelques semaines des réfugiés politiques espagnols connus, et on les arrête avec ceux qu'ils fréquentent, on est sûr de ne pas tomber trop loin du but. Il reste à la police à trouver une explication plausible à ces arrestations.

Au besoin, on fera appel à des méthodes efficaces et éprouvées pour amener certains d'entre eux à avouer ce qu'on voudra. Après, le tissu des présomptions suffira à emporter la conviction des juges. Ce mécanisme est classique, l'examen des faits montre que trop clairement comment il a fonctionné cette fois.

Un épais mystère. Ce titre de l'Aurore du 24 mai résume bien l'affaire de l'enlèvement de Baltasar Suarez, le mois dernier, et les arrestations qui ont suivi sa libération, tel que ces événements paraissent au travers des commentaires de la presse et des services de police.

Pourtant le 22 mai, tout semble clair : la police et la presse unanimes nous affirment que les neuf personnes arrêtées sont les ravisseurs de Baltasar Suarez. Il ne manque pas un détail : d'ailleurs, ils étaient suivis pas à pas par les policiers (l'Humanité 24 mai) Ce qui vaut à la police de recevoir l'hommage de l'opinion publique soulagée : un beau coup de filet (Le Parisien Libéré 23 mai). Le directeur de la P.J. parisienne explique avec suffisance que les ravisseurs de M.Suarez étaient connus de la police avant même qu'ils agissent (FRANCE-SOIR 24 mai). Et les commentateurs de conclure : Noyautés parla police les groupes anarchistes espagnols risquent d'éclater (France-Soir 25 mai)

Mais deux jours suffisent pour voir, le commando des ravisseurs (France-Soir 25 mai) se transmuter en de piètres comparses (l'Aurore 25-26 mai). Une opération de police qui a couvert la moitié de la France et qui, nous assure-t-on, a commencé dès le mois d'avril, sous la direction du commissaire Ottavioli, à la tête de la Brigade Criminelle, aura servi à fabriquer des titres à la une plus qu'à établir des preuves. Et, comme le fait remarquer l'Aurore dès le 24 mai, si des policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé (...) C.M. Vadrot rencontrer le banquier avant eux ?

Que reproche-t-on aux inculpés ? Pour cinq d'entre eux (Alberola, Ariane Gransac-Sadori, Jean-Helen Weir arrêtés à Avignon; Georges Rivière et Annie Plazen, arrêtés à Toulouse), le recel de sommes d'argent importantes : 2.500.000 F en devises retrouvées à Avignon, 680.000 F à Peyriac (Aude) chez des amis de Rivière. Les cinq premiers déclarent qu'ils ne savaient pas ce que conte-

naient les sacs que d'autres leur avaient confiés. Quant aux amis de Rivière, Pierre Guibert et Danièle Haas, ils sont apparemment coupables d'avoir laissé des amis entrer chez eux.

Mais surtout, ces trois millions, *la rançon récupérée (l'Humanité 23 mai) d'où viennent ils? Personne ne veut admettre les avoir déboursés (l'Aurore 24 mai)*. Et voilà sept personnes inculpées de recel de sommes dont on n'apporte pas un début de preuve qu'elles aient été volées ou extorquées à qui que ce soit. Mais les enquêteurs et les magistrats n'ont pas froid aux yeux, puisque ce même chef d'inculpation sort contre Anne et Lucio Urtubia, arrêtés à Paris, chez qui on n'a toujours rien trouvé de suspect - sinon qu'ils *semblent être au centre de cette affaire (France Soir, 24 mai)*.

Toutes ces contradictions ne sont que le reflet d'une contradiction plus profonde : pour mieux réprimer et étouffer une action politique, on veut insister sur le côté *sordide, de pur gangstérisme (France Soir, 6 mai)* de l'affaire.

La famille et les collaborateurs de Suarez insistent sur son *apolitisme*, les autorités font croire que les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications - politiques. Néanmoins, remarque *l'Humanité* du 6 mai, *la présence de policiers espagnols, spécialistes des affaires politiques aux côtés des enquêteurs français, semblerait démentir cette version du crime crapuleux*.

Avant que l'AFP n'ait reçu le premier communiqué des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) revendiquant l'enlèvement, nous savons en effet par les soins de la direction générale de la Sûreté de Madrid, qu'il s'agit là d'un coup du groupe anarchiste primero de Mayo (Journal du dimanche, 5 mai). Et la presse donne la chasse à Octavio Alberola, *un dangereux desperado (France Soir, 25 mai), un homme que les gouvernements préfèrent voir de l'autre côté de leurs frontières parce qu'on peut toujours soupçonner celui-ci d'avoir un mauvais coup en tête (l'Aurore !, 6 mai)*.

Arrêté en France et expulsé le 19 avril, Alberola était revenu sans demander la permission des autorités, qui ont vu l'occasion d'offrir au gouvernement franquiste un gage de bonne volonté. Alberola avait eu par le passé l'occasion de rencontrer Lucio Urtubia, un réfugié politique espagnol comme lui : on fait des Urtubia ses *agents de liaison* et des receleurs. De même Chantal et Arnaud Chastel ont eu le tort de connaître les Urtubia, ce qui les permet de les accuser d'avoir prêté leur appartement pour la séquestration de Suarez, sur la foi d'un numéro de téléphone et d'un témoignage rocambolesque du banquier, qui reconnaît la rampe *au toucher* et les bruits de la rue ! Preuves contradictoires pour les sept premiers accusés, inexistantes pour les quatre autres - tels sont les faits saillants de l'affaire Suarez. Quand à la volonté systématique de donner une affaire politique des allures de fait divers, elle ne saurait surprendre. D'abord, parce qu'une telle politique minimise les risques de voir la gauche française - éternelle et sentimentale antifranquiste - prendre la défense des accusés, et dénoncer ainsi la collaboration de plus en plus étroite entre les autorités françaises et espagnoles.

Ensuite, parce qu'il est bien naturel qu'un régime fondé tout entier sur le culte de l'Argent et de ses fidèles défenseurs, la Loi et l'Ordre, réprime avec la même vigueur le

banditisme, le terrorisme et la subversion dans tous les domaines. Il est significatif que M. Lecanuet, symbole de la nouvelle majorité présidentielle élargie ait cru bon d'inaugurer ses fonctions de Garde des Sceaux en déclarant qu'il souhaitait *une justice ferme mais humaine. En particulier, je serai sans faiblesse pour tout ce qui touche à la drogue, à la violence, à la séquestration et aux prises d'otages (Le Monde, 12 juin)*.

Des militants libertaires français, ou Espagnols réfugiés en France, ont dû à cette seule qualité d'être arrêtés dans le cadre de cette affaire. D'autres ont reçu de curieuses *visites* qui s'apparentent en fait à de véritables perquisitions clandestines : la sûreté espagnole n'a pas seulement visité le *somptueux appartement* des Suarez.

Il est temps de dénoncer la répression que les polices françaises et espagnoles font peser sur les milieux libertaires français, de dénoncer la manoeuvre politique qui veut offrir Alberola et les autres camarades emprisonnés en victimes de l'entente cordiale avec le régime des assassins de Puig Antich et de tant de milliers de militants ouvriers, d'exiger enfin que cesse la mascarade d'une instruction judiciaire truquée, et que la liberté soit rendue à nos onze camarades.

Comité de Défense des inculpés de l'affaire Suarez.



Dernière minute -- G.A.R.I. :

QUATRE MILITANTS DU G.A.R.I. DEFERES A LA COUR DE SURETE DE L'ETAT SONT ECROUES A PARIS

Michel Camilieri, français, 22 ans ; Marco Ines Torres, espagnol 20 ans ; Victor Maurique, 28 ans et Jean-Michel Martinez, français 28 ans ont été incarcérés le 20 septembre à la prison de la Santé. D'autres membres du G.A.R.I. également identifiés ont réussi à échapper aux recherches. Une information judiciaire a été ouverte par le procureur général près de la cour de sûreté de l'Etat pour destruction d'édifices, de véhicules et d'objets mobiliers faits en relation avec une entreprise consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat, détention d'armes et de munitions de guerre et usage de faux documents administratifs. **Sont mis à l'actif du G.A.R.I., outre l'enlèvement de Suarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris; diverses opérations de plasticages et d'attentats par explosifs cet été. Les camarades du G.A.R.I. ont choisi pour assurer leur défense Mes Leclerc et Jenoby de Paris et Me Marie-Christine Etelin de Toulouse.**

Après la mise en liberté provisoire de quatre camarades accusés également d'avoir participé à l'enlèvement de Suarez, cela dans l'attente de nouvelles arrestations, le nombre de militants incarcérés à l'heure actuelle s'élève à onze.

SOLIDARITE.

LA LUTTE DES O PENDANT LA REVO

Les luttes ouvrières dans les principaux centres industriels de Chine fin décembre 66 et en janvier et février de l'année suivante sont mal ou peu connues. Elle n'ont pas revêtu en effet la forme spectaculaire des insurrections polonaises ou hongroise de 1956 ou plus récemment de l'insurrection ouvrière dans les ports de la Baltique. Dans le cas de la Hongrie et de la Pologne les ouvriers ont pu (ou dû) affronter brutalement les armes policières et militaires d'un appareil d'état qui par sa soumission à l'URSS, ne contrôlait plus politiquement et idéologiquement la classe ouvrière.

Dans le cas de la Chine l'activité ouvrière, jusque là étroitement bridée par un pouvoir autonome et forgée dans quarante ans de guerre civile, n'a pu se développer que parce que l'appareil d'état s'est trouvé en partie paralysé par une lutte interne intense où l'un des camps, pour liquider l'autre, devait laisser agir les ouvriers.

Le combat des ouvriers chinois est resté ainsi en grande partie masqué par la lutte politique au sein de l'Etat, qui occupait le devant de la scène. Aussi pour le comprendre, il faut examiner rapidement ce qu'était cette lutte politique et en quoi elle a permis au mouvement ouvrier de faire entendre sa voix.

La Révolution Culturelle

L'échec du *grand bond en avant* huit ans auparavant a marqué un tournant important dans l'histoire de la Chine. Le vieil appareil politico-militaire qui, après 40 ans de guerre civile, s'est emparé de l'Etat Chinois et a entrepris de développer rapidement la puissance économique et industrielle du pays se heurte à un problème dramatique pour lui: Comment mettre en place une économie puissante, capable de rivaliser avec la puissance russe et américaine tout en maintenant les rapports sociaux qui ont permis son existence tout au cours de la guerre civile et dans les années qui ont suivi la prise du pouvoir d'état? Comment développer une industrie moderne sans que celle-ci donne naissance à une classe nouvelle de gestionnaires, qui par son rôle essentiel dans l'économie chinoise, pourrait prétendre à l'hégémonie sur l'ensemble du pays.

A ces questions l'appareil politique a essayé de répondre en voulant développer l'économie dans le cadre même des rapports sociaux qui avaient assuré son succès en 1949. Mais le *grand bond en avant*, la mobilisation politique des masses, a échoué et les difficultés économiques imminentes, avec leur cortège de troubles internes et d'affaiblissement extérieur, a obligé les dirigeants de l'Etat à revenir à des moyens de gestions plus classiques, ceux qui ont fait leurs preuves dans les grandes firmes capitalistes et dans l'industrie russe, ceux aussi qui exigent une classe gestionnaire compétente et qui surtout supposent impérativement que soit desserré le carcan politique et idéologique de l'état. En 1966 les transformations rapides de l'économie et de la société chinoise oblige la classe politique à réagir rapidement si elle ne veut pas être tôt ou tard menacée par les changements qu'elle a elle-même engagé.

Dès le mois d'avril 66 deux conférences permettent aux dirigeants politiques de définir clairement la lutte qu'ils entendent mener. La première conférence porte sur *le travail dans l'industrie et dans les transports*, l'autre sur

le travail politique dans les départements industriels et dans les transports. Citons des extraits significatifs de leur compte rendu.

Pour gérer les entreprises dans la ligne de la pensée de Mao Tsé-toung il est nécessaire d'assurer la direction absolue du parti sur les usines, la direction unitaire du parti est nécessaire. Cela signifie que d'une part tous les devoirs des organismes administratifs, techniques et d'autre type plus élevé doivent être, sans exceptions, sous le contrôle unitaire du comité du parti de l'usine, et d'autre part que tout le travail dans les différentes sphères, comme celui de la section de l'organisation des femmes et de la milice, doit être fait sous la direction unitaire du parti de l'entreprise.

Quelques uns de nos camarades, qui sont tombés sous l'influence de la pensée bourgeoise ont développé, consciemment ou inconsciemment la tendance à ne prêter attention qu'aux questions techniques. Ils se plongent dans leur travail, prêtent peu attention à la politique et perdent de vue l'orientation correcte du travail.... Si dans la question de la construction du socialisme, un pays considère que les cadres décident de tout ou que la technique décide de tout, la tendance à se plonger dans le travail en négligeant la politique se détermine alors en pratique, et un style de travail autoritaire et isolé des masses s'impose; en conséquences, des éléments bourgeois et politiquement dégénérés se feront un chemin dans les divers secteurs sous l'habit de spécialistes et de studieux et conquerront la direction dans quelques endroits et quelques institutions.....

Bien qu'ayant posé clairement l'enjeu de la lutte, la classe politique ne peut pas encore déclencher son attaque dans le cadre de la production. L'Etat pourrait bien sûr imposer un contrôle de type policier, il pourrait organiser des purges, des procès, faire régner la terreur dans les organes de gestion et dans la direction des syndicats, mais cette méthode n'aurait pour seul résultat que d'éliminer un grand nombre de cadres compétents, de désorganiser la production, sans pour autant toucher aux mécanismes sociaux et techniques qui produisent cette couche de technocrates-économistes soucieux de la seule production.

Pour reprendre en main réellement les mécanismes économiques, l'Etat doit imposer la domination des rapports politiques et idéologiques dans le cadre même de la production.

Or, seule la lutte de classes, le conflit entre les ouvriers et les gestionnaires des usines peut imposer cette prédominance des rapports politiques dans les usines. La grève, la lutte contre les gestionnaires, les syndicats et l'encadrement permettent en effet d'atteindre deux objectifs essentiels pour le contrôle politique de l'Etat.

Les appareils de gestions économistes sont attaqués non plus de l'extérieur par des mesures policières, mais de l'intérieur dans le cadre même des usines. Cette attaque, en mobilisant les ouvriers sur le terrain politique permet à l'Etat d'intervenir sur un terrain qui est le sien et de mettre en place les nouveaux appareils dont il a besoin pour exercer son hégémonie sociale.

OUVRIERS CHINOIS REVOLUTION CULTURELLE



Cette tactique est bien sûr extrêmement dangereuse pour la classe politique. Permettre aux ouvriers d'engager la lutte dans le cadre de la production contre les gestionnaires c'est courir le risque de voir ces mêmes ouvriers remettre également en cause la domination de l'Etat tout entier y compris celle des dirigeants politiques. La classe politique doit donc agir avec prudence: il ne lui faut pas seulement contrôler étroitement la police et l'armée pour interdire aux syndicalistes et aux cadres de se défendre face à l'offensive ouvrière, il lui faut aussi mettre en place les organisations militantes qui lui permettront de contrôler l'agitation ouvrière.

L'armée va constituer un premier élément de ces organisations, le plus important. La campagne politique et idéologique qui est menée depuis un an permet à l'Etat de disposer d'une masse énorme de militants disciplinés qui possédant en arrière plan les moyens coercitifs proprement militaires, vont pouvoir intervenir sur le seul terrain de l'idée et de l'explication partout où la lutte contre les gestionnaires sera déclenchée.

Une seconde organisation militante de masse, étroitement dépendante de la logique politique d'Etat va être mise en place au cours de 66 : les étudiants avec les *gardes rouges* la classe politique dispose également d'une masse considérable de militants qui pourront intervenir politiquement et idéologiquement dans toutes les luttes contre les gestionnaires. Cette seconde organisation n'offre pas cependant les mêmes garanties que l'armée; celle-ci peut-être divisée, cette division touche uniquement les échelons hiérarchiques, la base reste étroitement soumise à la discipline militaire. Dans le cas des étudiants par contre l'Etat ne parviendra pas à éviter l'émission et l'affrontement en groupes rivaux propres à ce milieu.

Fin 66, la classe politique ne peut retarder plus longtemps le déclenchement de la lutte dans les usines. Les ouvriers partout s'agitent. A Shanghai des manifestations ont lieu et deux mille ouvriers de cette ville essaient de se rendre à Pékin pour faire connaître leurs revendications, ils se heurtent au pouvoir local et pendant plusieurs jours le trafic ferroviaire est paralysé, il faut qu'un membre du comité central, chargé de la *révolution culturelle*, intervienne pour les convaincre de reprendre le travail.

Aussi fin décembre l'offensive est enfin lancée, l'Etat retire sa protection aux gestionnaires, les ouvriers sont invités à critiquer les cadres, l'appareil des syndicats est mis hors circuit sous prétexte de réorganisation, son journal centrale *Journal des Travailleurs* ne peut plus paraître. Des organisations de masses se sont créées (*les rebelles révolutionnaires, l'armée des travailleurs*), gardes rouges et unité de l'armée sont envoyés dans les usines pour des campagnes d'explication.

Aussi tôt c'est la tempête; la plupart des centres industriels se mettent en grève. Shanghai est presque entièrement paralysé. Les grèves s'étendent à Shengang (le plus gros centre ouvrier de Mandchourie), à Xian, Zhongqing, Jinan, Hangzhou et Canton. Des édifices publics et administratifs sont occupés. Des centaines de délégations ouvrières quittent leurs usines pour aller aux nouvelles, faire connaître

leurs revendications et ce qui se passe dans leur secteur.

A travers l'extrême confusion des prises de position et proclamations contradictoires des multiples groupes et organisations, la lutte ouvrière se déploie sur deux plans :

-- Un plan immédiat, les ouvriers exigent des augmentations de salaires, le renvoi de l'encadrement, des réductions d'horaires... Attaqués de partout, désavoués et menacés par le pouvoir central les gestionnaires cèdent à toutes les revendications.

--Un plan politique plus général, les ouvriers quittent les usines et s'efforcent de mettre en place des organes de pouvoir nouveaux. A Shanghai et dans plusieurs grandes villes industrielles, ils entreprennent de créer des *communes* sur le modèle de la Commune de Paris où les rouages de l'administration et les bâtiments publics occupés par les ouvriers seraient confiés à des délégués élus librement et toujours révocables.

En l'espace de quinze jours, la classe politique se trouve affrontée brusquement à une lutte de classes, qui ne se contente plus d'opposer les masses ouvrières aux gestionnaires, mais remet en cause les fondements mêmes de l'Etat et donc de son pouvoir.

En effet, sous ses deux aspects, la lutte ouvrière entre directement en contradiction avec la bureaucratie politique centrale. Pour la classe politique, la mobilisation ouvrière devait balayer les mécanismes de gestion économique antérieurs et permettre le développement d'organisations politiques et idéologiques capables, d'une part d'inciter idéologiquement les ouvriers à produire, d'autre part, de les soumettre à un contrôle direct du pouvoir politique. Or, dès les premières semaines de janvier, la lutte ouvrière, si elle balaie bien la classe gestionnaire, aboutit à deux autres résultats complètement opposés à ceux escomptés :

Bien loin de s'identifier politiquement à l'Etat qui leur demande de produire, les ouvriers se posent immédiatement comme force de travail exploitée, s'efforçant de réduire le temps de travail et son intensité, et dans certains cas, comme à Shanghai, ils vont jusqu'à constituer des organisations de défense permanentes, des syndicats libres.

Bien loin de s'insérer dans les organisations politiques de masse prévues pour eux, et de suivre les directives du quartier général prolétarien, les ouvriers créent leurs propres organisations.

Ils engagent une violente offensive anti-autoritaire contre les chefs, les cadres, et tous ceux qui prétendent diriger leur action au nom du pouvoir central!

Ils entreprennent de mettre en place des organes politiques nouveaux, fédérant les usines, les quartiers, et aboutissant purement et simplement à détruire l'Etat prolétarien.

Dès le mois de janvier, le pouvoir central s'efforce d'endiguer un mouvement qui lui échappe de plus en plus.

Le 28 janvier, le *Quotidien du Peuple* reproduit un texte de Mao rédigé en 1929, le rapport de *Kutien*, qui dénonce plus particulièrement les conceptions erronées telles que l'ultra-démocratie, l'égalitarisme absolu, la mentalité de *hors-la-loi*. Le 29 janvier, le comité central du parti lance un appel à la modération. Tout au long du mois, des articles, des affiches, proclamations, demandent aux

ouvriers de reprendre le travail, de ne plus se déplacer, et mettent sur le dos de la traîtrise des gestionnaires les avantages économiques concédés aux travailleurs, les grèves, les blocages des routes, la paralysie des ports, etc...

Bien que cautionnés par Mao, et l'énorme prestige dont il dispose auprès des organisations de *gardes rouges* et de la majorité des ouvriers, ces appels ne parviennent pas à freiner un mouvement qui met en jeu des centaines de milliers d'ouvriers. C'est en particulier le cas à Shanghai (10 millions d'habitants).

La lutte des ouvriers de Shanghai

Le 5 février la commune de Shanghai est proclamée ; les trois ou quatre organisations de masse fidèles aux directives de Pékin, ont perdu leur audience dans l'ensemble de la ville, et une nouvelle organisation, le *Lianssé* (quatrième quartier de liaison), qualifié d'*anarchiste* par le pouvoir officiel, se développe rapidement dans les usines de l'agglomération. Tous les appareils de l'Etat, nouveaux et anciens, sombrent dans une confusion totale, au milieu de laquelle les ouvriers s'efforcent de mettre en place la toute récente commune.

Le pouvoir n'ose pas tout d'abord s'opposer à un mouvement qui s'appuie sur l'ensemble des usines, et qu'il prétend soutenir de son autorité, il se contente de faire le black-out dans les journaux sur la proclamation de la commune et de faire apposer des affiches à caractères géants, mettant en garde les masses contre les dangers du *fédéralisme*.

Mais lorsqu'il se rend compte que la majorité des ouvriers échappent à son contrôle, que dans la commune, aucune de ses organisations n'est représentée, il modifie rapidement sa stratégie.

Le 17 février, gestionnaires en débandade, organisations fidèles aux directives du Comité de la Révolution Culturelle, et surtout unités de l'armée, sont invités par ce comité à s'unir au plus vite et à mettre sur pied des *Comités révolutionnaires* unitaires (la *triple alliance* des cadres, de l'armée, et des dirigeants des organisations de masse fidèles à Pékin).

Le 24 février, Chang Chiun-Chia0, dirigeant de la plus ancienne organisation de masse de la révolution culturelle à Shanghai, prononce un discours retransmis par la télévision dans tous les lieux publics de la ville. Dans les jours qui ont précédé, il a rencontré à deux reprises le président Mao, et il va s'efforcer d'utiliser à fond le prestige du président pour stopper la mise en place de la commune et rétablir l'autorité de l'Etat. **Ses premiers mots donnent le ton : *Avons-nous bien fait de proclamer la Commune, et avons-nous besoin encore, après sa fondation, d'un parti communiste ?*** A cette question, le président Mao a répondu : **1 - Le principe de la commune est bon, mais sa création à Shanghai est trop en pointe par rapport au reste du pays, et sa mise en place n'a pas suivi un processus correct. *Avons-nous encore besoin d'un parti ?*** 2 - Mao a répondu : **je pense que nous en avons encore besoin, parce que nous avons besoin d'un noyau de bronze pour nous renforcer sur la route qu'il nous reste à parcourir. On peut l'appeler comme on veut, P.C. ou P.S., mais il nous faut un parti. Il ne faut pas oublier cela.**

Enfin, pour Mao, les jeunes ouvriers (qui ont beaucoup de mérites), ne peuvent pas faire fonctionner seuls un ensemble industriel aussi complexe que celui de Shanghai, ils doivent s'appuyer sur l'armée et sur les cadres expérimentés qui connaissent les mécanismes de gestion.

Officiellement, la Commune est enterrée. Des unités de l'A.P.L. sont envoyées dans les usines pour faire appliquer la nouvelle ligne : permettre la fin des déplacements d'ouvriers à travers la ville et le pays, interdire les réunions pendant les heures de travail, réintégrer les cadres dont *5 % seulement* sont décrétés *irrécupérables*. Là où les ouvriers ne sont pas solidement organisés, les unités de l'A.P.L. parviennent sans trop de peine (au besoin par la force) à imposer les nouvelles directives. Mais là où, comme à Shanghai, la grande majorité des ouvriers ont constitué des organisations dites *anarchistes*, les unités de l'A.P.L. s'efforcent de louvoyer, d'expliquer, éventuellement d'encaisser, en évitant à tout prix d'affronter la masse ouvrière, et de courir ainsi le risque de provoquer une insurrection armée.

K.S. Karol a eu la chance de pouvoir, en 1971, parler avec un ouvrier d'une usine de Shanghai des événements de cette période. L'ouvrier parlait quatre ans après, en présence du responsable politique de l'usine qui l'avait fait appeler des ateliers ; sa version est donc bien sûr la version officielle de l'Etat. Elle n'en est que plus significative.

Pour en comprendre toute l'importance, il faut savoir que l'usine en question (fabrique de moteurs Diesel) est la plus grande de Shanghai (6000 ouvriers) ; usine pilote, elle a la première au cours du *grand bond en avant*, aboli les stimulants matériels, et c'est elle qui formait des métallos professionnels pour l'ensemble de la Chine.

Fin mai 1967, soit 3 mois après l'étouffement de la Commune de Shanghai, la majorité des ouvriers appartient à l'organisation *Lianssé*, définie par l'ouvrier et son responsable politique comme une organisation *anarchiste*, refusant toute autorité. Une unité de l'A.P.L. occupe les bâtiments administratifs de l'usine mais reconnaît la représentativité des anarchistes. Le 20 mai les ouvriers demandent aux soldats des fonds pour financer du matériel de propagande, et des camions pour aller en ville prendre contact avec les autres usines. Les soldats, qui ne sont pas armés, refusent et bloquent les sorties d'usine. Les ouvriers les attaquent alors avec des billes d'acier et s'empare des bâtiments administratifs. Ils dirigent l'usine jusqu'en octobre, date à laquelle l'armée s'empare de nouveau de l'usine. **Karol** Aura beau demander des détails sur cette reprise de l'usine par l'A.P.L., l'ouvrier et le responsable politique de l'usine ne répondront pas à ses questions.

Le manque de documents ne nous permet pas de suivre la façon dont l'Etat réussit à venir à bout de la résistance ouvrière au cours de l'année 67, ni d'apprécier dans quelle mesure cette issue était inévitable.

Une chose est certaine, les premiers mois de 1967 ont fait capoter la Révolution Culturelle. La classe politique avait cru pouvoir laisser agir les ouvriers contre les gestionnaires d'usines, pour mieux en prendre le contrôle ensuite et faire d'une pierre deux coups. En l'espace d'un mois il lui a fallu battre rapidement en retraite, faire alliance avec ceux qu'elle voulait éliminer pour faire face à une menace autrement sérieuse, produite, elle aussi par le développement industriel, La classe ouvrière.

L'hydre anarchiste.

Ce n'est pas la moindre des surprises que de voir apparaître dans les textes officiels, après 18 ans de *dictature du prolétariat* la menace de l'hydre anarchiste.

Le terme d'anarchiste peut tout d'abord sembler être une simple injure, notion suffisamment péjorative pour déconsidérer un mouvement qui menaçait les fondements même de l'Etat. Le seul ennui est que ce terme définit très bien ce qu'il veut déconsidérer.

Lorsqu'au 19ème siècle ce terme a été lancé contre les ouvriers européens, c'était aussi une injure grâce à laquelle la bourgeoisie espérait bien déconsidérer toute remise en cause de la religion, de la famille et de l'Etat.

Comme la bourgeoisie européenne, en appliquant cette injure à un mouvement qui regroupait plusieurs centaines de milliers d'ouvriers qui prétendaient mettre en place des communes librement élues et révocables, qui prétendaient diriger eux-mêmes la vie économique du pays, qui refusaient toute autorité, et en particulier le pouvoir absolu de la pensée de Mao Tsé-Toung, qui refusaient de voir une différence entre la dictature bourgeoise et la dictature de l'Etat prolétarien, qui niaient le centralisme démocratique, l'organisation révolutionnaire prolétarienne, le socialisme d'état et sa discipline, l'Etat chinois risque bien, lui aussi, de fournir à son prolétariat les premières notions dont il a besoin entre autres choses, pour détruire non seulement

* * * * *

ARMEE

RASSEMBLEMENT DE CANJUERS 13-14 juillet

A l'appel du CAM, et soutenue par le gauchisme habituel, une dizaine de milliers de personnes se sont retrouvées pour la fête antimilitariste de Canjuers.

D'ores et déjà, on peut tirer le bilan suivant :

Ce fut une intéressante opération de propagande pour le CAM uniquement. L'extension du camp étant une réalité et non plus un projet, le rassemblement, en dehors du côté fête, n'avait plus de raison d'être. Le slogan principal était donc risible ; nous reprendrons Canjuers !

Comment les camarades du CAM et les autres comptent-ils s'y prendre pour faire revenir les crevures sur leur décision ?

Ont-ils l'intention d'engager la lutte armée sur le terrain ? Les habitants de Tourtour ont trouvé ce mot d'ordre très drôle.

Quant à l'organisation proprement dite, les gauchos parisiens étaient descendus en masse et formaient la grande majorité, ce qui a fait dire à un camarade du coin, dans une déclaration du dimanche après-midi, que l'opération avait été entièrement parachutée, à tel point que les militants de la région en avaient été prévenus à la dernière minute. Déclaration austère sur la récupération faite par Paris, et qui a suscité pas mal de remous et d'applaudissements de la part des quelques milliers de personnes qui restaient.

De nombreux stands étaient prévus, chacun y a amené sa salade révolutionnaire. Chacun vendait son programme et le meilleur truc pour réussir une révolution. Après de sombres magouilles et engueulades, le CDA a réussi à planter quelques panneaux. Le PSU protestait parce qu'on l'avait mal placé, et que REVOLUTION avait des lettres plus grosses que les siennes. *La mienne est plus grosse que la tienne !* Les Anars cette fois vendaient n'importe quoi Libération, Politique-Hebdo, parce qu'ils étaient en déficit. CAM, AMR, MLAC, FL, avaient ressorti tous leurs vieux canards. Bref, chacun pouvait faire ses emplettes à la boutique de son choix.

la classe des gestionnaires, mais également l'Etat lui-même cet Etat qui prétend dominer la totalité de son existence.

*

La lutte des ouvriers chinois, en particulier à Shanghai, n'a pas cessé apparemment d'inquiéter l'Etat. Au cours des mois de septembre et octobre 1973, plus de trois cents ouvriers, travaillant dans différents centres industriels ont été condamnés au cours de procès publics pour avoir contesté les comités d'usines désignés par le pouvoir. A Shanghai ils étaient accusés de déviation anarcho-syndicaliste et le procureur a ressorti tous les vieux textes de Lénine contre l'anarcho-syndicalisme et la polémique entre Marx et Bakounine

* * * * *

Des 103 paysans du Larzac qui devaient être représentés, 3 étaient là, et n'avaient pas du tout l'air d'être spécialistes dans l'élevage des brebis, plutôt légèrement étudiants sur les bords.

Le S.O. très nombreux faisait régner l'ordre et la discipline et évitait aux *resquilleurs habituels* d'oublier de prendre son ticket, baptisé en l'occurrence de Bon de Soutien à 10 francs.

A quatre heures de la fin du rassemblement, pas question de rentrer sans fric. On comprend que le S.O. avait fort à faire, en particulier pour les risques d'incendie, mais les gens, comme chacun sait, sont incapables de faire attention eux-mêmes et ont besoin de se faire encadrer par des gars et des filles aux brassards rouges, braillant des consignes à longueur de journée et de nuit.

Le spectacle proprement dit commence à 16 h le samedi, forum, déclarations de toute sorte, se sont succédés avec des trous interminables, où, de l'avis de tout le monde, on se faisait chier :

Le vieillard à la voix cassée, D. Guérin y a été de son petit couplet habituel sur l'antimilitarisme, en reprenant tous les vieux schémas traditionnels, et a fait une conclusion savante en disant que *l'armée c'est de la merde*, qui l'eût cru ?

Puis tout le monde a chanté, dansé, bouffé, dormi. On vous épargne la critique musicale, les vedettes annoncées n'étaient pas là. Moby Dick plus que minable, un peu de pop par-ci, un peu de folk par-là, arrangez-vous avec ça. Si, quand même, une bonne note. La bouffe pas trop chère, c'est mieux que rien.

Une conclusion stupide : les habitants du coin brillaient par leur absence, aucune déclaration, aucun stand. S'il y en a qui se sont risqués à venir voir les *gauchos*, ils ont dû bien se planquer, et puis dans le fond, c'est normal, nous étions entre *militants*, on ne voit pas ce qu'ils auraient pu venir foutre ici !

Un groupe de travailleurs de Vénissieux.

insoumission

UN DECRET D'AMNISTIE, POURQUOI FAIRE ?

A Lyon, dans le courant juillet alors que le projet de loi d'amnistie présidentielle avait été adopté le 20 juin, 35 insoumis après leur arrestation furent contraints de revêtir l'uniforme au camp de Sathonay.

Nous devons tirer plusieurs constatations de ces événements tout en remarquant que les opérations coup de poing de Poniatowski portaient leurs fruits en cette période.

Un mouvement en constant développement :

Selon des statistiques parues dans le Journal Officiel du 28 juin, le nombre des objecteurs de conscience aurait tendance à diminuer depuis 1971.

Par contre, aucun commentaire n'est fait par rapport au nombre très important de 14 654 personnes figurant sur les listes des insoumis recherchés à la date du 31 janvier 74.

Sans compter les 284 insoumis incarcérés au 1er avril 74. Nous ne reparlerons pas non plus des insoumis ayant déjà purgé leurs peines, parmi ceux-ci des insoumis renommés : Puttemans, Chapelle, Jambois, Bayon, Hérial et Herzog, malheureusement poursuivi depuis sa sortie de taule pour le délit de désertion.

Nous pouvons constater grâce à ces chiffres, malgré les ratotages de certains groupuscules gauchistes sur ce problème, que l'insoumission n'est pas du tout un phénomène marginalisé, au sens où l'entendent certains léninistes.

Il s'agit de prendre conscience de l'ampleur que le mouvement d'insoumission est en train de prendre, au sein de larges fractions de la jeunesse ouvrière. Car parmi le nombre important d'insoumis, nous trouvons une majorité de jeunes travailleurs. Malheureusement, le fait qu'ils soient pour la plupart, isolés, n'ayant aucun contact avec des groupes d'insoumis, les oblige à rester dans l'anonymat, et de fait, à s'exposer quotidiennement à la répression militaire.

Même si au départ, les motivations politiques de la plupart des insoumis ne sont pas exprimées clairement, leur refus de rentrer dans le moule que leur prépare la société et la présence de jeunes ouvriers parmi eux prouvent qu'il s'agit là d'un problème de classe.

Le pouvoir tente de briser l'expression publique de ce mouvement qui, même s'il manque encore de cohésion, s'est rendu populaire auprès de nombreuses personnes. En arrêtant les insoumis un à un, en les isolant, et en diversifiant de manière arbitraire les sanctions, en inculquant pour *appel à la désertion et à l'insoumission*, pour *incitation de militaires à la désobéissance* de nombreux camarades, le pouvoir a voulu pendant longtemps freiner le développement du mouvement de contestation contre l'armée.

Aujourd'hui, en promulguant un décret d'amnistie pour les objecteurs, déserteurs et insoumis, il tente de faire croire à la libéralisation dans ce domaine. Mais des faits précis, survenus ces derniers jours nous montrent le véritable aspect de ce semblant de libéralisation.

Il semble que la plupart des réfractaires qui furent arrêtés au mois de juillet soient des insoumis ayant crus naïvement comme une partie de l'opinion publique à la libéralisation

de Giscard. Car il était facile pour les autorités militaires au moment de l'arrestation d'un insoumis isolé de lui donner le choix entre l'amnistie qu'elles conçoivent comme l'acceptation de rejoindre la caserne (le délit d'insoumission tombant sous le coup de l'amnistie) et la menace de l'emprisonnement, allant jusqu'à la forteresse pour certains de nos camarades.

La démarche de ces camarades n'est pas moins compréhensible car après plusieurs années passées dans la clandestinité, certains ne pouvant plus survivre dans l'incertitude de leur avenir furent amenés à accepter l'encasernement d'un an.

Le danger d'une telle démarche est le fait que tous les insoumis n'étant pas clairement déterminés soient amenés à accepter de porter l'uniforme et ainsi d'isoler leurs camarades les plus combattifs au sein du mouvement d'insoumission.

Qu'advient-il alors de ces derniers quand, encore en liberté au 31 décembre 1974, quand le décret d'amnistie ne sera plus appliqué et que, n'ayant pas accepté de se rendre volontairement aux autorités militaires comme le prévoit le décret, ils seront pourchassés et après leur arrestation, sévèrement sanctionnés ?

Qu'advient-il alors du mouvement d'insoumission constitué à l'heure actuelle par près de 15000 réfractaires ?

L'expression de ce mouvement débordant largement le cadres restreint et facilement récupéré de l'antimilitarisme, sera amoindri du fait que les peines d'emprisonnement risquent d'être plus élevées durant l'année 1975.

Ce mouvement étant frappé par une répression brutale, cela laissera alors libre cours aux Soufflets et autres pourfendeurs de complots contre nos institutions pour réhausser dans le cœur des citoyens le prestige de l'armée et de son service national.

Cela laissera toute liberté de manœuvres aux Massu et aux Bigeard de notre patrie pour mettre au pas toute une fraction de la jeunesse la plus radicalisée. Afin de recruter les 275000 engagés volontaires, soient 90000 nouveaux par an nécessaire à la création d'une armée de métier accentuant la fascisation de notre régime.

De futurs appelés seront à long terme concernés par de telles mesures.

Les insoumis encore en liberté doivent prendre conscience de la nécessité de ne pas s'isoler et des problèmes qui se poseront à eux dans quelques mois.

Les individus engagés dans le combat anticapitaliste doivent se mobiliser pour dénoncer les menées des représentants du capital et développer l'information en direction des travailleurs, des appelés, des déserteurs et des objecteurs.

LES DANGERS D'UNE REFORME DU SERVICE MILITAIRE :

L'appel des 100 soutenu par la gauche et les gauchistes en s'appuyant sur les revendications immédiates de certains appelés, ne peut qu'inciter le pouvoir afin de faire taire l'expression des soldats sur leurs problèmes globaux, à réformer le service militaire en faisant croire à la démocratisation de l'armée. (voir les améliorations limitées à l'encasernement prévues en cette rentrée par le Ministère de la défense nationale).

En fait en restant à des revendications de types réformiste la gauche et l'extrême-gauche du capital ne cherchent pas à lier les différents secteurs de lutte contre l'armée, mais à privilégier certains, tel le contingent, futur ossature selon eux de l'armée du peuple. Et de fait, ils marginalisent les autres secteurs de lutte comme l'insoumission, l'objection de conscience politique, la désertion, ceux-ci ne pouvant faire partie de leur stratégie politique. Cette stratégie étant développée dans le front de lutte antimilitariste pour certains, ce qui ne peut-être qu'une erreur grossière. Car dans les périodes de guerre, de dictature et de durcissement des appareils d'Etat, l'emprise du militarisme s'étend visiblement jusque dans la vie quotidienne, la nécessité de la destruction de l'appareil militaire s'impose et la pratique révolutionnaire dépasse la simple opposition au militarisme.

Pour les organisations de gauche et d'extrême-gauche, il n'est pas question de chercher le rapprochement entre la lutte menée par les réfractaires et celle menée par les appelés, de peur de voir celle-ci déborder la lutte antimilitariste. Les réfractaires ayant déjà avancé des positions politiques antagonistes à toute réforme de l'armée au service du capital, et ceci parce que leur combat au-delà de l'anti-militarisme débouche sur une lutte anti-autoritaire globale qui comprend la disparition de la société de classes et l'avènement du communisme intégral.

QUE FAIRE POUR SOUTENIR LES INSOUMIS ?

Le plus souvent jusqu'à présent, les comités de soutien quand ils ont existé n'ont eu que la possibilité de développer des luttes pour la libéralisation d'un ou plusieurs insoumis, pour l'expression de leurs idées. Mais dans la plupart des cas, l'insoumis apparaissait comme un personnage exceptionnel: héros, marginal au cœur, devenu martyr après son incarcération. Ce type de soutien ne changeant en rien la vie quotidienne de chacun des insoumis encore en liberté, ne peut aider ceux-ci à créer un réel rapport de force.

La constitution de collectifs de soutien, regroupant dans les localités où des insoumis vivent dans la clandestinité, mis à part ceux-ci des personnes voulant prendre des risques pour la survie du mouvement d'insoumission, peut être favorable à notre combat. Les membres du collectif étant non-insoumis, pourront ainsi poser des problèmes plus globaux, ce qui permettra de déboucher sur une lutte politique autonome qui dépassera largement le cadre de l'antimilitarisme et la création d'un réseau concernant le travail et l'hébergement.

Ainsi les insoumis refusant de devenir des martyrs au compte des groupuscules d'extrême-gauche, aimant trop le soleil et la jouissance en général, pourront demeurer libres sans risquer la répression.

L'INSOUMISSION EST NOTRE AFFAIRE A TOUS :

Ce que nous pouvons faire :

- écrire aux détenus,
- nous signaler mutuellement les victimes de la répression militaire, les lieux d'incarcération,
- nous signaler les lieux d'hébergement ou les emplois disponibles et pouvant convenir aux insoumis.

P.S. *Il ne s'agit pas pour nous d'appeler à l'insoumission. Mais de bien mettre en évidence ce à quoi elle correspond sur les plans pratique et théorique.*

Collectif INSOUMISSION de Lyon

Adresse provisoire : H.L.

Boîte postale 543 R.P.

69221 Lyon cédex 1

QUELQUES ADRESSES UTILES :

G.A.R.M. (Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation) : M. Debard, 7, rue Francisque Jomard 69600 OULLINS - Tél. 51 06 70.

Comité Anti-Autoritaire contre l'Armée ; 3, rue Merly 31000 TOULOUSE

C.A.M. (Comité Antimilitariste) : Daniel Guérin Boite Postale 247 16 - 75765 PARIS Cédex 16

* * * * *

salut....je pars....

A ceux qui ne me connaissent pas ou mal et qui me demandent entre deux courants d'air (ce qui m'irrite toujours un peu) pourquoi je ne suis pas ci pourquoi je ne suis pas ça, je suis obligé de leur faire un baratin politique....Et ça m'emmerde. Mais à toi, je te dirais, que pour moi, il n'y a que deux alternatives possibles : soit j'ouvre ma gueule et je suis insoumis soit je ferme ma gueule et je pars pour l'armée.

Pourquoi je ne suis pas insoumis ? Parce que je n'ai aucune confiance dans les mouvements de soutien qui existent actuellement; J'ai peur de n'être que matière à s'agiter. C'est fini les belles paroles et votre nom bombé en gros sur un mur ou imprimé en petit sur un beau tract.... parce qu'il faut le faire... c'est fini. Ils ne correspondent plus au besoin des insoumis. Ce que l'insoumis attend de plus en plus, c'est un réseau solide d'entraide, un réseau de soutien matériel réel et continu. Je ne m'étendrais pas davantage, un copain en parle dans le journal. Et surtout il ne faut pas se leurrer, la taule ça ne me dit vraiment rien.

Et puis, mon départ n'est pas un choix politique pur, mais aussi une série de circonstances. La veille j'aurais pu avoir un certificat de névrochose fait par un psychochose, mais pour une connerie ça n'a pas marché. Et puis aux trois jours ça s'est passé de façon bizarre. Le matin quand je suis arrivé j'avais la pêche, mais là ils te font attendre une heure à chaque fois que tu passes un truc, ils t'apprennent déjà à attendre et à fermer ta gueule, enfin ils te cassent tout doucement (suivant sur qui tu tombes). Le mien (mon gardien de troupeau) se prenait au sérieux (une malheureuse hirondelle sur le bras) et ça vous dit des mots tendres. Enfin il faut que je te dise que tout tient de ceci : au bout d'un jour j'étais cassé, je n'avais plus rien dans les tripes.... Je n'avais plus cette fougue, ce dynamisme, cette rage qui m'a permis certaines fois de passer des caps difficiles. Ce jour là je n'ai pas eu le courage d'affronter les psychologues... Je n'y croyais pas.

Tiens entre parenthèses, il y aurait un truc à faire sur le bourrage de crâne aux trois jours, en particulier les paras... Ca vaut le jus.

Je pars à l'armée, mais je ne te ferais pas le coup du noyautage, comme le préconisent certaines formations paramilitaires d'extrême gauche du capital (pour employer un langage que je n'aime pas mais qui est méchant). Je ne te dis pas qu'il y a pas des cas particuliers, mais enfin il faut être sérieux. Je pars, mais je ne sais pas si je supporterai ce bordel, déjà que je ne supportais pas l'internat.... Alors ? Aujourd'hui j'écris ceci.... Mais peut-être que mes positions se durciront lorsque je serais de l'autre côté si vraiment j'en ai marre et que je ne peut-être réformé.... Il me reste une solution, le sabotage à tous les niveaux par tous les moyens possibles... Penses y Monsieur le Ministre.

P.S. Si j'ai fait ce truc, c'est parce que tu me l'a demandé et ce n'est en aucun cas une justification. Tu as voulu faire entendre un autre son de cloche que celui de l'insoumis et puis parce que cela concerne certains copains qui bossent au journal.

SI TU N'ES PAS TROP CONDITIONNÉ, SI TU AS ENCORE DES SENTIMENTS HUMAINS, lis la déposition de JOEL CHAPPELLE, Objecteur Politique.

Le texte qui suit n'est pas une exclusivité. Il fut cité par la presse à un moment ou à un autre. Il résume les idées et les positions d'un insoumis connu. Malgré sa longueur, nous pensons qu'il était bon de le publier ici, car son auteur en ne faisant référence dans son texte à aucune idéologie et avec un langage simple rompant avec les proses stériles de nos politicards, a très bien su replacer le problème de l'insoumission dans le contexte politique de notre époque.

Joel CHAPPELLE, insoumis, fut condamné en 1971 à 10 mois de prison par le tribunal militaire de Paris.

Après que l'on m'eût arrêté pour insoumission, bien que persistant à ne pas vouloir faire mon service militaire, la perspective de passer deux ans en taule ne m'enchantait guère. Qui l'eût d'ailleurs été ? Sûrement pas un amant du soleil ni un adepte de la liberté ! Non, je ne pouvais pas accepter passivement que vous me frustriez pour deux ans du désir d'aller bouffer une frite à Pigalle, du plaisir à aller cueillir un pavé par une nuit de mai, du plaisir d'aimer une fille qui se dévêt du chaste voile de l'hypocrisie, du plaisir d'oublier, momentanément, dans ses bras qu'il est des citadelles où se mesure la liberté du plaisir Mais laissons là ces considérations : tout cela, qui ne figure pas sur le catalogue de la Redoute, vous est sûrement étranger. Sachez seulement que je n'étais pas en liesse à l'idée de me payer deux ans d'emprisonnement. Je considérais de plus que ne pas essayer de m'y soustraire, attendre paisiblement que vous m'y condamnerez et me trouvez ainsi contraint de m'y soumettre, équivalait à reconnaître que vous avez autorité sur moi, à sanctionner mes actes. Car, bien que je revendique l'entière responsabilité de ceux-ci, j'entends, si j'ai un jour à en répondre, n'avoir à le faire que devant des hommes et non pas devant un ramassis de soudards qui ne peuvent évidemment pas approuver une démarche qui tend à mettre fin à leurs criminelles entreprises.

Je refuse de faire mon service militaire, ou plutôt, puisqu'il en toujours été ainsi, je le porte à votre connaissance. Les raisons en sont politiques, la politique étant, à mon avis, plus une façon de se comporter dans l'existence qu'une simple spéculation intellectuelle.

Je refuse le statut d'objecteur de conscience, qui n'est qu'une récupération civile du devoir militaire d'un citoyen envers sa patrie. De plus le statut d'objecteur n'est pas une reconnaissance du droit qu'aurait un individu, pour des raisons politiques, de refuser l'armée. Il n'est qu'une reconnaissance des motivations religieuses et philosophiques pour lesquelles certains se refusent de porter le fusil. Je ne refuse pas de porter le fusil, mais bien plutôt le contexte dans lequel on veut me le faire porter, et les raisons pour lesquelles on me demande de le faire.

Si, comme je l'ai signifié lors de ma précédente déposition la naissance de mon gosse m'a confirmé dans ma résolution de m'insoumettre, ce n'est pas seulement dû au fait qu'il me fallait dès lors assurer sa subsistance, mais plutôt à la perspective d'avoir peut-être à me faire complice de ses futurs assassins.

Au nom de quel droit, au nom de quel Dieu exigerez-vous qu'il sacrifie sa vie pour vous ? Exigerez vous que je vous fasse sacrifice de la mienne ?

MA VIE M'APPARTIENT, JE NE RECONNAIS A PERSONNE LE DROIT D'EN DISPOSER, MEME PARTIELLEMENT. C'EST LA SEULE CHOSE DONT JE REVENDIQUE LE DROIT DE PROPRIETE, LE RESTE DEVANT ETRE, N'EN DEPLAISE A CERTAINS, LA PROPRIETE DE TOUS LES HOMMES.

Je refuse de subordonner ma vie aux intérêts de ma patrie. abstraction auréolée de sentimentalisme, dont se revêt l'Etat pour nous cacher ses vices.

JE NE RECONNAIS PAS DE PATRIE ET ME DECLARE CITOYEN DU MONDE ET DE LA MISERE. La misère n'a pas de frontière, elle n'est l'exclusivité d'aucune nationalité, elle est un fait social et non géographique, elle est universelle, elle a pour seul patrimoine le malheur, pour habitants des légions d'infortunés. Mes ennemis sont tous ceux qui contribuent d'une quelconque manière à la perpétuer.

JE REFUSE LES FRONTIERES QUI NE SONT QU'UN ARTIFICE POUR DIVISER LES HOMMES QUI, TROP POLARISES PAR LEUR PATRIOTISME IMBECILE EN OUBLIENT DE SE PREOCCUPER DE LEUR BONHEUR. La condition des travailleurs est quasiment partout la même. Pour quelles raisons me réclamerais-je d'une nationalité? Les richesses d'un pays sont toujours la propriété de quelques privilégiés ou réquisitionnés par l'Etat pour le prestige d'une idéologie. Et puis quand bien même serais-je citoyen à part entière d'un pays détenteur de plus de richesses que les autres, de quel droit monopoliserais-je ces richesses?

JE REFUSE D'APPRENDRE A DEFENDRE DES INTERETS QUI NE SONT PAS LES MIENS, d'avoir peut-être à tuer pour sauvegarder ou conquérir un patrimoine dont je ne peux profiter, qui n'est la propriété que d'une minorité de privilégiés. Conquérir, car dans bien des cas il ne s'agit même pas de défendre mais bien plutôt sous prétexte des bienfaits de la civilisation occidentale, de s'en aller s'approprier crapuleusement les richesses d'un pays sous-développé (Indochine, Algérie). Ou bien encore comme au Tchad, par le biais des protectorats militaires, se faire les champions d'un dictateur local, qui en échange des services rendus, concède d'avantageux marchés. Dans l'un ou l'autre cas, ce sont toujours les mêmes qui en profitent, mais jamais ceux qui pour prix de leur mort, reçoivent une médaille à titre posthume. Et puis, même, me serait-il donné de jouir d'un patrimoine acquis à ce prix que je n'en voudrais pas.

Ce n'est de toute façon pas le cas, le seul patrimoine que je me connaisse est celui que je partage avec des milliers d'infortunés. Exploité par le patron, matraqué par les flics, condamné par les magistrats, voilà mon patrimoine. S'il est des ennemis pour me le rendre, je leur livre de bonne grâce. Je leur livre aussi la République et les Institutions démocratiques. Elles n'en ont que le nom. Certes, en plus de subir nos chefs, elles nous concèdent de les choisir.

Mais n'est-ce pas le comble du cynisme que de donner droit à l'esclavage de forger ses chaînes ? La République, dans le choix de ses structures de type étatique, ne peut que frustrer le citoyen du droit élémentaire qu'il a de participer à la prise d'une décision qui le concerne, du droit qu'il a de s'autodéterminer. Mais l'Etat Français, non content d'être une calamité organisationnelle, n'est de surcroît, le valet de la bourgeoisie. EST-CE LA UN TRESOR QUI VAILLE D'ETRE DEFENDU ? Je refuse de me faire geôlier de ma propre prison. Je revendique le droit de n'avoir à obéir qu'à ma conscience. TUER UN HOMME, LUI RETIRER A JAMAIS LE DROIT DE JOUIR DU SOLEIL, DE L'AMOUR ET DE TOUT CE QUI FAIT L'ATTRAIT DE LA VIE, EST, A MON SENS, L'ACTE LE PLUS SACRILEGE QUE PUISSE ACCOMPLIR UN INDIVIDU CONTRE LA NATURE, CONTRE L'ESSENCE MEME DE LA VIE. Il me faut concéder qu'il est des circonstances où l'on ne peut faire guère autrement. Bien qu'imbu de pacifisme, il est en ce moment des gens que je pendrais volontiers. Et je conçois que l'on puisse répondre à la violence de la Bourgeoisie autrement qu'avec des pâquerettes. Je refuse d'obéir à des ordres qui n'ont d'autre but, en temps de paix, que d'avilir l'individu, le dépersonnaliser, le départir de toute réaction qui pourrait lui être spécifique. En faire un individu qui une fois rendu à la vie civile en accepte les brimades comme un mieux-être par rapport à ce qu'il aura enduré pendant sa période militaire. Un individu qui aussi, si besoin est, sera prêt à mordre sur injonction de ses maitres. Car, le nierz-vous ? L'armée ne manque pas de points communs avec les chenils où l'on dresse les chiens en vue de leur inconditionnelle soumission envers celui qui fera charité de leur soupe. Entendez par là que je considère l'armée comme une gigantesque machine à parfaire le conditionnement préalable reçu dans la famille et à l'école. Conditionnement dont le but est de maintenir artificiellement, une société où le bonheur n'est qu'un produit de consommation qui s'achète dans un supermarché. Et encore faut il être bien né et avoir intensément spéculé sur la misère des autres pour se donner l'illusion de l'acquérir ainsi.

Je refuse d'être le fossoyeur du peu de dignité qu'il reste en moi: Je refuse d'avoir à saluer, à ramper devant des hommes qui ne diffèrent en rien de moi, si ce n'est par leurs barrettes, et leur incommensurable connerie. Je refuse de porter un fusil qu'il me faudra un jour braquer sur des compagnons, qui, tout comme moi, revendiquent le droit à la vie.

Car l'armée, en plus de ce que j'ai précédemment dit, ne justifie son existence que par l'utilisation qu'en ferait la bourgeoisie contre un éventuel soulèvement des sans-bonheur. Utilisation plus souvent dissuasive qu'active mais qui n'en reste pas moins efficace. (s'en référer au mois de mai 68). Enfin, JE REFUSE UNE INSTITUTION QUI HONORIFIE LES CRIMINELS EN LES DECORANT et dont la raison sociale est le crime collectif. Je refuse l'horreur de la guerre. Je refuse la veuve, l'orphelin, la misère qu'elle engendre. Et puisque C'EST UN CRIME DE CROIRE EN LA LIBERTE; PUISQUE C'EST UN CRIME D'ETRE ENNEMI DE L'INJUSTICE, DE LA MISERE, DE LA GUERRE, et qu'il me faille répondre devant vos tribunaux, et bien soit mais sachez qu'un jour vous aurez peut-être, vous aussi, à répondre de vos actes. Devant la mère à qui vous avez arraché l'amant pour en faire un quelconque matricule, une quelconque machine à tuer. Devant le père du fils qui agonise et qui pleure, victime du fils d'un autre père. Devant tous les éclopés passés, présents et à venir pour qui la vie est un enfer où ils traînent leur infirmité. Devant les fantômes de tous les dormeurs du val qui, un trou rouge à la poitrine, semblent dormir, mais qui sont morts non sans avoir souffert. Devant, enfin, tous les gens qui ne veulent pas crever avant de savoir ce qu'est la vie.

DANS LES CASERNES

Pris en stop par un libérable d'un régiment de transmissions de Fribourg (Allemagne), on a pu, avec un copain, avoir quelques informations intéressantes sur les effets de l'appel des cent. Apparemment ils sont considérables, l'encadrement militaire est affolé, pas tant du nombre de signatures de l'appel, que de sa diffusion, sous forme de tracts, dans toutes les casernes.

Dans l'unité de Fribourg, un tract reproduisant l'appel, a été distribué la nuit, dans toutes les chambrées, et l'encadrement a dû engager une vaste opération de police, sans résultats, dont les méthodes n'ont rien à envier à celles de la police civile. Le libérable qui nous racontait les faits a été interrogé 15 jours avant sa libération par un inspecteur de la Sécurité Militaire en présence du colonel.

- Un de vos amis vous a dénoncé pour se couvrir ; vous avez participé à la distribution du tract.

Le libérable, qui n'en avait rien fait, se défend, il n'a rien distribué du tout.

- On veut bien vous croire, mais s'il vous a dénoncé, ce n'est quand même pas pour rien, on va être obligé de retarder votre libération, à moins que vous ne nous disiez qui a distribué le tract.

Cette ruse grossière n'a évidemment pas marché, l'armée nous prend vraiment pour des imbéciles, elle révèle en même temps les méthodes pédagogiques de l'école du courage et de la loyauté qu'elle prétend être.

Tout aussi intéressantes sont les raisons pour lesquelles le copain en question avait été interrogé (personne ne l'avait dénoncé, comme tout le monde s'en doute).

Bien que n'ayant jamais participé à quoi que ce soit, il avait un ami dans les régiment qui avait été interpellé et fiché au cours des événements de mai 68.

Poniatowski avait annoncé la destruction des fichiers de mai 68, il n'en est donc rien. Ou Ponia est un menteur, ou c'est un ministre d'opérette, dans les deux cas, c'est très inquiétant.

D'après le libérable, l'ampleur du mouvement est tel que l'encadrement militaire renonce à agir sur les vrais coupables, les appelés. Il s'en prend actuellement aux sous-officiers, ce qui, à mon avis, est un juste retour des choses.

On a demandé à ce copain ce qu'il pensait de l'impact de l'Appel des cents sur l'ensemble des appelés, et ce qu'il en pensait lui. Il est devenu plutôt critique. A son avis, la plupart des appelés ne sont pas intéressés par une amélioration de la vie militaire, leur seule idée, c'est de s'en tirer au plus vite, et avec le moins d'histoires possible. Quant à lui, il pense que l'armée doit être rejetée en bloc comme c'est en fait le cas actuellement.

Il pense que si l'encadrement militaire était un peu plus intelligent, il adopterait en bloc les mesures proposées dans l'Appel, et ferait ainsi oublier aux appelés l'absurdité de l'armée et de la vie militaire. Dans l'armée allemande, où des femmes de ménage (turques ?) balayaient les couloirs et les chambrées, 80 % du contingent se dit franchement militariste...

Comme on était arrivé à destination, la discussion n'a pas pu aller plus loin.

SECOND PROCES DES MILITANTS DU MOUVEMENT IBERIQUE DE LIBERATION ORIOLE GRANYES et JOSE-LUIS PONS-LLOBET

A Barcelone, à la mi-juillet, eut lieu le procès des militants du M.I.L.

Ce procès se déroula devant un tribunal militaire d'exception, Conseil de Guerre. José Luis PONS LLOBET avait déjà comparu devant le Conseil de Guerre qui avait condamné à mort Salvador PUIG ANTICH et avait été condamné à 30 ans de prison.

On supposait que le procureur militaire (fiscal militar) allait demander la peine de mort pour Oriol SOLE SUGRANYES, et 30 ans de prison pour José Luis PONS LLOBET. En fait, ceux-ci furent condamnés respectivement à 48 et 21 ans de prison.

Ils étaient accusés d'avoir effectué deux attaques à main armée contre deux banques, et pour cela, ils étaient accusés selon la loi de banditisme et terrorisme.

Qui sont les emprisonnés ?

Oriol SOLE SUGRANYES (Victor)

Dans les années 65-67, il participe aux premières organisations étudiantes et au SDELB. Arrêté au couvent des capucines de Sarria, et plus tard au monastère de Monserrat, il est jugé par le TOP (Tribunal d'ordre public), il est acquitté du délit de propagande illégale. Il rentre aux Jeunesses communistes de CATALOGNE, puis, dans un groupe dissident du PSUC (Parti Communiste) qui deviendra le PEC (International). C'est à ce moment qu'il abandonne ses études pour devenir typographe.

En septembre 68, il est arrêté à Gerona, accusé de propagande illégale et association illicite, il est condamné par la TOP à deux ans de prison. Sa peine finie, il fait partie d'un groupe syndicaliste révolutionnaire qui édite QUE HACER (Que faire) et NUESTRA CLASE (Notre classe).

Il s'exile en France en septembre 1970. Dès le début, il fait partie d'un groupe initial du M.I.L. En mars 71 il est arrêté par la police française près de la frontière espagnole. Accusé de port d'armes et association de malfaiteurs, il est condamné à un an de prison. Il s'évadera au mois d'août.

Il milite activement dans le M.I.L. jusqu'à sa nouvelle arrestation le 20 septembre 1972. Il est condamné. Libéré le 20 juin 1973, il réintègre le M.I.L. Arrêté le 16 septembre 73 en compagnie de J.L.PONS LLOBET, ils seront promenés enchaînés dans les rues de Puycerda, torturés par la Garde Civile et la BPS (Brigade Politique Sociale), Il est détenu à Barcelone.

José LUIS PONS LLOBET (Queso)

Militant des Jeunesses Universitaires Révolutionnaires, il participe à la lutte menée par les étudiants du collège Mila y Fontanals, pendant l'année scolaire 1971-1972, se faisant remarquer par sa combativité. Depuis le début de l'année 73, il milite activement au M.I.L. Il est arrêté et torturé avec Oriol SOLE SUGRANYES.

Compagnons de Salvador PUIG ANTICH, ils font partie des Groupes autonomes de combat. Ces groupes se sont fermés après l'auto-dissolution du M.I.L., leur action était destinée à financer et appuyer les luttes ouvrières de Catalogne. Ces groupes sont dangereux pour le pouvoir par leur radicalisme et par leur appui et aide à tous les mouvements autonomes.

Etant incontrôlables, le pouvoir vise à les exterminer.

LEUR MOT D'ORDRE :

- POUR LES CONSEILS OUVRIERS.
- POUR LE COMMUNISME LIBERTAIRE.
- POUR L'AUTO-ORGANISATION DE LA LUTTE
- POUR L'AUTOGESTION.
- A LA GREVE GENERALE.
- VIVE L'ANARCHIE!

NOUS NE NOUS RECLAMONS D'AUCUNE LIBERATION NATIONALE.
D'AUCUN FRONT DE SOLIDARITE.
D'AUCUN PARTI.
NI D'AUCUNE ORGANISATION ETIQUETTEE
D'AUCUNE IDEOLOGIE QUI SE PRETEND LA VRAIE.

NOUS APPELONS A LA DESTRUCTION DE TOUS LES JOUGS.
A LA DEMYSTIFICATION DE TOUS LES PIEGES
ET A LA PRISE EN MAIN DE TOUS LES MOYENS
NECESSAIRES POUR CELA.

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

LES INSOUMIS

Allons enfants des prolétaires
On nous appelle au régiment
On veut nous faire militaires
Pour servir le gouvernement
Nos pères furent très dociles
A des règlements incompris
Nous, nous serons moins imbéciles
Les insoumis.

On nous envoie dans des casernes
Où l'on cherche à nous abrutir
Avec des tas de balivernes
Auxquelles il faut obéir
Parlant de grève générale
A tous les frères endormis
Nous, nous préparons la Sociale
Les insoumis.

On nous parle en vain de patrie
Nous, nous aimons les peuples divers
Nous allons porter l'anarchie
Sur tous les points de l'univers
Quand viendra la lutte finale
Les réfractaires tous unis
Feront l'internationale
Des insoumis.

JULIO SANZ OLLER

(SUITE)

Résumé des épisodes précédents : *Julio Sans Oller, jeune ouvrier de Barcelone vient d'être arrêté par la police politique et sociale pour ses activités dans le mouvement ouvrier de cette ville. Il se remémore son itinéraire, sa longue et pénible aventure amoureuse avec Conchi une militante trotskyste, dont on ne voit pas bien comment il va se dépêtrer, mais aussi les combats de la classe ouvrière dans ce début des années 70. Dans le dernier numéro nous avons laissé Julio qui vient de demander à Conchi de devenir sa compagne, mais celle-ci veut réfléchir. (pour plus de détails lire les numéros précédents d'I.R.L.)*

* * *

A partir de ce moment se créa entre nous une situation bizarre. Parfois une sorte de complicité; d'autre fois elle s'alliait avec Maria. ou Antonio pour me blesser, non sans cruauté. Ce fut surtout désagréable le jour du premier de l'an. On avait mangé tous les quatre dans un restaurant de Sans et on finissait la nuit dans un bar près de la nouvelle résidence de Conchi, au monument Mayor de Gracia. Conchi résistait bien à l'alcool, et quoiqu'elle but beaucoup de cognac, jamais je ne l'avais vu perdre le contrôle d'elle-même. Antonio et Maria par contre avaient dépassé leurs limites. Ils commencèrent à se mettre contre moi en attaquant le sérieux des Catalans.

- *Toi, Léon, disait Antonio d'une voix incertaine, tu n'es pas un type standard comme moi.*

- *Non, bien sûr, j'appartins à cette espèce en voie de disparition, celle des travailleurs, dis-je sur le même ton.*

Bravo, bravo, applaudit Maria, celle-là tu ne l'attendais pas, hein Antonio ?

- *Ce qui se passe avec vous les Catalans, continua Antonio piqué au vif, c'est que vous vous croyez très malins, et en réalité, les malins, c'est nous les Castillans, qui vivons de votre travail. C'est pour ça que vous êtes trop sérieux, vous n'êtes pas contents de travailler pour que nous, on passe du bon temps, pas vrai, mon petit Léon ?* et il me toucha la barbiche plusieurs fois pendant que Conchi déployait un large sourire.

- *Ah, ceux de Madrid, on ne peut rien leur cacher, bientôt vous découvrirez qu'un Majorquin est un Baléare !* ironisai-je.

Ne te fatigue pas, Antonio, intervint Conchi en lui prenant le bras en signe de solidarité, celui-là, tu ne le prendras jamais en défaut. Il a réponse à tout, et une solution pour chaque chose. C'est Monsieur Parfait. Et fais attention si Monsieur Parfait se fâche...

- *Qu'il se fâche, Monsieur Parfait, qu'il se fâche, Monsieur Parfait,* chantèrent en chœur Antonio et Maria.

Je ne sais pas ce qui me démangeait le plus : le ton coupant de Conchi, ou le terme péjoratif *celui-là* pour parler de moi, sa solidarité avec Antonio, ou l'appellation de **Monsieur Parfait**. Ce mot lui était venu du plus profond d'elle-même. Cela devait répondre à une motivation concrète que je ne pouvais alors deviner.

Le couple ne se taisait pas, et Conchi restait distante, contemplant avec des yeux ironiques l'effet de ses paroles.

J'étais embêté. L'enchantement de la fête s'était rompu pour moi. Je choisis de m'en aller.

Quand je la revis, elle se montra affectueuse et ne me parla pas de la soirée. Dans les *Ramblas*, j'achetai une petite tortue qui l'impressionna.

- *Quel nom lui donnerons-nous ?* Ensuite, très intriguée : *Dis-donc, c'est un mâle ou une femelle ?*

- *Je ne sais pas, fais le tour pour voir.*

- *Cochon !*

- *Peut-être est-elle hermaphrodite ?*

- *Tu compliques tout...* et elle me regarda dans les yeux pour voir si je captais le double sens. Puis, reprenant le ton du jeu, elle conclut : *si c'est une femelle nous l'appellerons Nata, tu aimes ?*

Peu de temps après, *Nata* mourut écrasée par un tiroir que ferma Conchi, sans se rendre compte que la tortue y avait établi son fragile domicile.

Pedro revint de Madrid. Il nous expliqua que le démantèlement de l'organisation était dû à une négligence des militants de là-bas. Après une assemblée générale à l'université où ils étaient intervenus en tant que FUDE (Fédération Universitaire Démocratique Espagnole), ils étaient retournés chez eux au quartier général, sans vérifier qu'ils n'étaient pas suivis. La police s'était emparée d'une copieuse, des archives de l'organisation, du matériel, des boîtes aux lettres des autres groupes, parmi lesquels celui de Barcelone au nom de Conchi, des adresses de sympathisants auxquels on envoyait le journal... Un désastre.

Impossible de savoir quel avait été leur comportement dans les interrogatoires. Tout le monde devait se cacher un certain temps. Pedro devait repartir aussitôt pour prévenir ceux de Santander qui étaient maintenant les plus exposés.

Conchi reçut par courrier une carte de vœux du nouvel an de son prétendant ex-phalangiste, accompagnée d'une participation de 1500 pesetas (environ 120 F) à la loterie appelée *celle del nino*.

- *Je lui renvoie ?*

- *Tu verras bien.*

- *Bon, attendons le tirage, si je ne gagne pas, je le lui rendrai.*

Ces jours-là, il y avait une intense activité des **Comisiones Obreras**, les arrestations se multipliaient, et il n'était plus possible de tenir des assemblées publiques comme nous en avions l'habitude, le dimanche matin. Aussi, malgré les ponts et les fêtes, il ne restait plus beaucoup de temps pour voir Conchi. Cela me désespérait, car elle ne m'avait toujours pas répondu, et il fallait bien qu'on se voie pour mieux se connaître. Je vendis mon vélomoteur pour trois mille pesetas, avec ce fric et la prime de Noël, j'achetais une moto d'occasion, pensant qu'il me serait ainsi plus facile d'être seul avec elle au retour de Pedro.

Les soirées où je n'avais pas de réunions, je me laissais tomber sur un siège de l'appartement de Gracia où nous discutions et mangions tous les quatre.

Le 7 janvier, la police interdit l'assemblée que nous avions prévue dans une église de Sans. La présence ostensible de la brigade sociale (les R.G. espagnols), qui avait averti le prêtre de la paroisse nous obligea à nous disperser. L'après-midi la coordination se réunit et je ne pus voir Conchi. Le jour suivant, sortant de mon travail, j'allais chez elle, avec la ferme intention d'aborder à nouveau le sujet de ma proposition. Antonio et Maria venaient de sortir, ce qui arrangeait bien les choses, nous n'avions plus besoin de chercher l'abri d'un bar pour parler tranquillement. Je restais un moment silencieux ne sachant comment aborder le problème, bien que le matin, j'eux préparé un plan d'attaque. Mais je ne pus le mettre en pratique. Elle s'assit à côté de moi.

- *Je sais ce que tu veux me dire, et je crois qu'il est l'heure de te donner une réponse. J'y ai bien pensé, j'accepte, mais je crois que nous courons un grand risque, surtout toi qui peut être déçu, car je te vois plein d'illusions, je ne sais pas, j'ai peur que tu m'aies trop idéalisé.*

Le ton qu'elle prit m'alla droit dans l'âme, il était sans enthousiasme, ni joie, ni espérance, comme si elle m'avait dit : *Bon, je vais essayer une fois de plus, mais sans croire au résultat de la nouvelle expérience. Elle avait même un air d'amertume. Il me sembla pourtant que les dernières phrases avaient été prononcées avec tendresse, et je m'y accrochais.*

- *Je ne crains pas que tu me déçoives, à condition qu'il s'établisse entre nous une complète sincérité, sans la moindre apparence de réserve ou de doute. Je suis certain que si nous sommes fidèles à cette sincérité, qui est la seule chose que je te demande, nous serons capables de surmonter toutes les difficultés qui se présenteront, si énormes qu'elles nous apparaissent.*

Je dus mettre de la véhémence dans mes paroles, car j'étais convaincu de leur sens. L'unique expérience que j'avais eue pendant le service militaire n'avait duré que le temps d'un soupir, à cause du vacarme, des disputes et des ruses qui avaient constitué la trame de nos relations.

- *Oui, mais tiens compte du fait que nous sommes différents, tant par le tempérament que par l'éducation, observa Conchi.*

- *Bien sûr qu'il faut en tenir compte. Mais il existe d'autres choses qui nous unissent. C'est le destin que nous avons donné à nos vies. C'est cela qui est fondamental. Moi aussi je pense qu'il y aura des problèmes, mais je suis sûr que nous serons capables de les résoudre si dès le début se crée entre nous une confiance basée sur la sincérité. Si nous avons chacun des espaces réservés dans lesquels l'autre ne peut entrer, si nous cachons quelque chose, ou si nous mentons, alors nous irons rapidement au désastre, et au lieu de nous construire comme couple, nous nous détruirons comme couple et comme individus - (est-ce bien sûr ? note du tapeur à la machine).*

Elle hocha la tête, pensive. Nous marquâmes notre pacte par un baiser, et nous nous prîmes la main comme deux stupides amoureux quelconques.

6 heures 23 minutes

L'inspecteur Zapareto considéra cette fois que sa péroraison était terminée, il consulta sa montre et se leva.

- *Bien, cher ami. Nous avons assez parlé pour le moment. Tu as pu voir que nous te connaissons depuis longtemps, et que nous t'avons suivi pas à pas, à chaque instant. Je t'ai seulement dit une petite partie de ce que nous savons de toi. Le dossier est épais, tu l'as vu. Maintenant nous allons te laisser tranquille quelques heures pour que tu te reposes, et que tu réfléchisses. Ensuite nous te poserons quelques questions simples, qui ne te compromettront en rien. Si tu n'es pas bête, tu répondras, et hop ! en liberté. Sinon, tu l'as vu, nous avons de quoi te chercher des histoires.*

Il sonna et un policier armé apparut.

- *Accompagnez ce monsieur dans ses appartements,* dit-il en souriant, et comme je passais à côté de lui, il me donna quelques tapes amicales dans le dos.

Mais à quoi rime cette comédie, et quelles sont ces questions ? S'il me connaît aussi bien qu'il le dit, comment peut-il penser qu'après cinq ans de militance ininterrompue, je vais me convertir maintenant en espion ? Les choses me semblaient de plus en plus compliquées. Le gris ferma la porte de la cellule avec un grand déploiement de clefs, et disparut.

6 heures 30 minutes

Je ne sais pas pourquoi je suis ici, ni sur quoi je dois réfléchir. Est-ce que je vais me vendre à la police ? Apparemment, c'est une chose qui peut arriver. Je me rappelais avoir lu un texte clandestin qui m'avait impressionné. Il s'intitulait *Lutte contre la répression* et il expliquait comment la police des tsars avait monté un vaste réseau de confidentes et d'indicateurs. Quelques-uns réussissaient à s'introduire dans le Comité Central du parti bolchevique. La majorité de ces confidentes se recrutait parmi les militants qui jouissaient de la confiance du mouvement ouvrier et des partis politiques. Mais ces militants possédaient des vices secrets que la police découvrait et exploitait.

Lequel de mes vices vont-ils exploiter ? Je me sentais dans un océan de confusion, sans repères pour m'en sortir. Aussi je préférais ne pas continuer de divaguer, et, me faisant tout petit dans un coin, enveloppé dans une couverture, je m'endormis.

Je fus réveillé vers 10 heures du matin par des imprécations qui venaient d'une cellule que je ne pouvais voir.

- *Salopard ! me faire ça à moi ! Si tu veux te tuer, fais-le quand tu seras sorti d'ici, tu entends ?*

Suivirent des bruits sourds et des cris de douleur.

Le surveillant très pâle était resté près de ma cellule regardant l'endroit où avaient éclaté les cris.

- *Gardien, que se passe-t-il ?*

- *Un gus qui a voulu se supprimer en se plantant un clou de soulier dans les veines. Le surveillant vient de le découvrir, et s'il passe dans l'autre monde, c'est lui qui dégustera.*

- *Pourquoi a-t-il voulu se supprimer ?*

Il me regarda souriant.

- Tu es nouveau, hein ? Ils l'ont étendu comme un saint christ, alors ! Tout ça pour avoir volé une voiture.

Je pensais aux *simples questions* qu'on voulait me poser, et l'angoisse me serra le ventre. Je calculais que si c'était Zapatero qui se chargeait de me les poser, ce qui était probable, ils me laisseraient tranquille jusqu'à deux ou trois heures de l'après-midi. Même les bourreaux ont besoin de dormir et de manger. Quand ils eurent emmené le suicidé, je retournais au lavabo pour voir si je connaissais quelqu'un. Je ne vis personne qui eut une tête de *politique*.

Et Conchi, qu'avait-elle à voir dans tout ça ? Elle ne pouvait pas jouer un rôle dans ce fouillis, ça faisait deux ans et demi que je ne la voyais plus ; elle avait abandonné tout type de militantisme et se consacrait uniquement à prendre soin de sa fille. Me faire voir sa photo avait sûrement pour but de m'impressionner. Il est normal que la police, sachant le lieu des manifestations, mette en place des appareils avec téléobjectif. Ceci est d'autant plus facile que c'est sur la place *Cataluna* que se déroulent la plupart des manifestations. Mais elle n'avait pas dû y penser la première fois, pour cette manifestation, la première à laquelle je participais, convoquée par les toutes jeunes *Commissions Ouvrières* le 23 février 1965.



Lorsque je descendais à vélomoteur la Via Layetana, de nombreux groupes de travailleurs étaient déjà place San Jaime, face au bâtiment de la délégation des syndicats. J'arrêtais les gaz pour descendre lentement et me rendre compte de la disposition des forces de répression. Dans une petite rue, il y avait une jeep avec six policiers armés. Devant le bâtiment des syndicats, il y avait un lieutenant avec de nombreux galons. Tout le long du trottoir, jusqu'au cinéma *Princesse* passaient de nombreux paysans avec une allure telle qu'il était impossible de ne pas voir qu'ils étaient de la brigade politico-sociale, regardant effrontément la foule, pour la provoquer et reconnaître ceux qui étaient fichés.

Les rangs des travailleurs se faisaient de plus en plus denses sur la place, face aux P.T.T. Assis sur les escaliers, autour de la sortie du métro, sur la placette, dans les jardins, certains prenaient un air décontracté qu'ils ne ressentait pas. Ils se rendaient compte du piège que constituait la manifestation devant un tel déploiement policier ; mais ils restaient, décidés à la faire. Pour la plupart d'entre eux, cette manifestation était le baptême du feu, un pas en avant dans la lutte qu'ils menaient depuis quelque temps dans leurs entreprises. Pour la première fois, ils transféraient la lutte dans la rue, répondant à l'appel des *Comisione Obreras* dont personne n'avait entendu parler. Dans toutes les usines un papier avait circulé, demandant un syndicat représentatif, une authentique organisation de classe qui nous aiderait à défendre nos droits, et

nous l'avions signé. Aujourd'hui nous étions là pour épauler de notre présence la commission chargée de porter ce papier avalisé par plus de 9000 signatures, aux autorités du syndicat haï, imposé par le patronat et soutenu par l'Etat. Nous nous rendions compte confusément que pour la première fois depuis la guerre civile, un brin d'organisation ouvrière unitaire surgissait. Le rêve doré de tous les travailleurs ; et nous étions là par centaines, par milliers, prêts à appuyer ces hommes, inconnus encore, mais reconnus déjà comme nos délégués.

Une rumeur circula disant que quelques jours auparavant, une trentaine d'entre eux avaient été arrêtés, et on craignait qu'il n'y eut plus personne pour couvrir le risque d'aller porter le document signé.

Je vis un groupe d'ouvriers de mon entreprise, et je me dirigeais vers eux, après avoir garé mon vélomoteur assez loin. On se salua avec la joie de se retrouver entre amis à l'heure du danger. Il y avait ceux dont j'aurais pensé qu'ils viendraient, mais aussi d'autres, dont je n'avais pas imaginé qu'ils puissent s'intéresser à ces choses. *El Cabra*, par exemple, qui ne causait que de football. *El Romualdo*, qui n'était pas très aimé, car on disait qu'il deviendrait chef ou contremaitre. Il y avait aussi *El Chato* et *El Pipiolo* et d'autres qui racontaient des blagues. Je zeyoutais autour de moi, et localisais ceux de la *Machinista* près de la bouche du métro ; ils faisaient partie de ceux qui avaient arraché la fameuse grève de solidarité avec les Asturies en 62. De voir tant de monde ayant autant d'expérience, me tranquillisa. Beaucoup de travailleurs étaient venus avec leur compagne, plus graves, moins blagueuses, serrant fort le bras de leur homme, comme pour dire : *celui-là, personne ne me le prendra, car sinon, qui donnera à manger aux petits.*

Brusquement notre attention fut attirée par ce qui se passait de l'autre côté de la place, près de la station de France. Un groupe compact, quasiment en formation, avançait à notre rencontre. Je reconnus ceux qui marchaient devant, les compagnons d'*Hispano Olivetti*, l'entreprise en pointe de la lutte ouvrière à Barcelone. Ils avaient réussi à obtenir de substantielles augmentations, et ils étaient les seuls à pouvoir tenir des assemblées générales régulières à l'intérieur de l'entreprise, et à maintenir un climat d'agitation permanent. Ils arrivaient avec leurs leaders : *Rosich*, le plus populaire, avec son éternel sourire, *Gomez*, la cinquantaine, irradiant une énorme impression de solidité, sa tranquillité et sa confiance contagieuses. *El Rondeno*, irremplaçable pour les meetings, et *Mauvais Raisin*, silencieux, mais efficace dans les moments où il fallait s'organiser. Leur arrivée parut être le signal, car cinq hommes se détachèrent du centre de la place, pâles, graves et décidés. L'un d'eux portait un pli à la main. Le silence se fit aussitôt, interrompu par la sirène du port, ou par le klaxon d'une voiture. Tout le monde se taisait dans un silence fait de dignité, de liberté trop foulée aux pieds, de haine, de peur et de colère. Le silence des enfants sans jamais d'école, de double journée d'humiliation, de 25 ans de SA paix, et de SON ordre, d'hypocrisie religieuse, d'émigration, de baraquements, de sans patrie. Le silence d'une conscience sociale qui se forge, de classe ouvrière qui s'organise, de lutte ouvrière qui détruit cette peur qu'ils appellent paix, cette exploitation qu'ils appellent ordre. Silence de plus de 25 ans de silence.

Nous nous regroupâmes tous derrière ces cinq hommes, et nous étions si nombreux que lorsque la tête du cortège arriva aux portes du syndicat, il restait encore des gens qui n'étaient pas sortis de la place face aux P.T.T.

Les portes du syndicat se fermèrent aux travailleurs et les policiers de la politico-sociale demandèrent leurs papiers aux cinq membres de la commission, qui essayaient de rentrer, tout en sachant qu'ils ne le pourraient pas. Très vite, sur un signal, les gris s'élançèrent sur les cinq hommes, et les emmenèrent dans une rue latérale où une jeep attendait. Comme un coup de tonnerre dans le ciel, un grand cri éclata : *Ils les emmènent !*

Aussitôt la multitude se mit en mouvement, le silence se fit violence, on entendit des vitres dégringoler, des cris *Libertad*, des bruits de coups. Les ruelles latérales commencèrent à vomir des gris par douzaines. D'où sortaient tous ces enfants de pute ?

Matraque au poing, ils réussirent même à cogner sur les policiers de la politico-sociale - la sociale, comme disent les vétérans - qui faillirent être lynchés. Ils réussirent à s'emparer de nouveau des cinq membres de la commission qui avaient été libérés par les travailleurs. Cet endroit était une ratière. Toutes les rues latérales étaient bloquées par des jeep mises en travers. La Via Layetana était coupée à la hauteur de la place San Jaime par cinquante gris, qui rejetaient les manifestants à coups de matraque, de telle sorte

que la marée humaine n'avait qu'une sortie libre, vers les P.T.T. Mais cette sortie était bouchée par les manifestants qui, ne comprenant pas ce qui se passait, poussaient dans le sens opposé aux gris. Aussi la charge initiale fut bloquée et donna le temps à la masse de se présenter à la bataille. Les policiers, armés, nerveux, commencèrent à taper mécaniquement, sans tellement de conviction, puis, ils s'excitèrent surtout devant la résistance rencontrée, et finirent à taper avec frénésie, les hommes autant que les femmes. Mais les plus salauds étaient ceux de la *politico-sociale*, avec leur petite matraque de caoutchouc, ou leur poing américain en fer ; avec l'efficacité qu'on leur connaît, ils frappaient tous ceux qui se mettaient à leur hauteur. Je me trouvais au centre de la manifestation, séparé de mes compagnons. Les matraques restaient éloignées, mais je me trouvais au point où la pression de ceux qui poussaient vers le haut neutralisait la pression de ceux qui reculaient face aux gris. Une chute aurait été fatale, car la panique commençait à gagner les plus menacés. Finalement la pression trouva une issue en faisant sauter un cordon dans une rue latérale. Les gardes furent débordés, isolés, roués de coups, et nous réussîmes à ouvrir une issue dans la souricière, par où on sortit peu à peu, sans que la jeep constitue un obstacle infranchissable. Il fallut plus d'une heure et demi aux flics pour dégager la Via Layetana et ses alentours, malgré les renforts qui leur arrivaient des quartiers éloignés. Ce fut une belle journée de lutte, dans laquelle je n'avais pas participé de façon bien active. Mais le remords de m'être échappé trop tôt me quitta dès la manifestation suivante à laquelle j'assistais.

* * * * *

A PROPOS DU JOURNAL

Dans le dernier numéro (3) d'I.R. à Lyon, à la page 23 était donnée une certaine définition du journal. Il me semble que tout n'a pas été dit ni assez clairement.

Alors je le dis.

D'abord il faut savoir qu'I.R. à Lyon n'est pas un journal d'extrême gauche, qu'il n'est pas non plus réservé aux anarchistes (qui ont d'autres journaux). Ce doit être un journal où les gens parlent. Les gens ne parlent pas souvent de leur vie. Tous les journaux de droite, de gauche extrême ou pas, ont l'habitude (fâcheuse mais normale) d'INTERPRETER ce qui se dit dans la rue, dans les usines, les casernes de toute sorte (militaire, écoles.....) I.R. à Lyon doit être un journal où on n'interprète pas ce que font les autres, mais où je fais, tu fais, il fait savoir ce que je, tu, il voit, ce que je, tu ou il pense. C'est à dire que chacun peut expliquer ce qu'il a vu dans le bus, les problèmes quotidiens (rapport avec les voisins), ce qui le préoccupe actuellement, comment il voit une issue, quels sont ses espoirs. Ce journal doit aussi avoir un peu d'humour. Et si un copain a envie de réfléchir sur quelque chose (la Chine ou le rôle social du bistrot) il le fait. Mais I.R. à Lyon ne doit être ni un journal théorique, ni la Cause toujours du peuple.

La vie ne se coupe pas en morceaux, la politique c'est comment on vit, on parle, on respire. Tout est politique, tout acte. Parler de notre vie, témoigner, penser et agir tout cela c'est la vie, tout cela est politique. I.R. à Lyon doit être le contraire d'un journal bourgeois, d'un journal d'extrême gauche, ce doit être un journal de vie. Pas réservé d'ailleurs à ceux de Lyon mais aussi à ceux de Grenoble, Strasbourg, Cannes, Montpellier, Barcelone, Milan, Genève, Orléans

* * * * *  * * * * *

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

J. J. GAY 8, rue Lanterne LYON 1^{er}
ou
12, rue Philippe de Lassalle LYON 4^{eme}

ABONNEMENT : 20^F DE SOUTIEN : à volonté I.P.N.

* * * * *